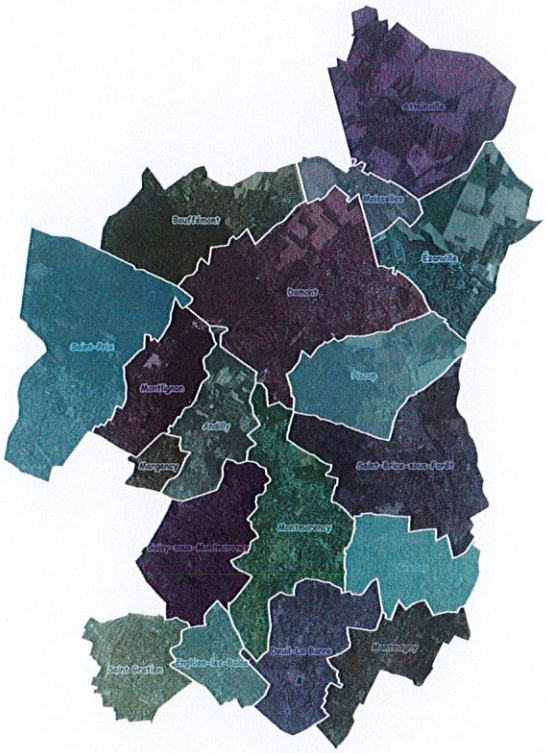
4

PRÉFET
DU VAL-D'OISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Communauté
d'Agglomération
Plaine Vallée
Forêt de Montmorency

# CONTRAT DE VILLE INTERCOMMUNAL DE PLAINE VALLEE 2024/2030

*« ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »*




**Deuil-La Barre**
**Montmagny**
**Saint Gratien**
**Soisy-sous-Montmorency**

Ville de Deuil-La Barre
VilledeMontmagny.fr
Saint Gratien
Soisy
SOUS-MONTMORENCY

# Édito



Ce nouveau contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 », porté par la Communauté d'Agglomération de Plaine Vallée, fixe une nouvelle feuille de route pour les quartiers prioritaires du territoire jusqu'en 2030. Les villes concernées sont Montmagny, Saint-Gratien et Soisy-sous-Montmorency.

Par ailleurs, cette nouvelle génération de contrat de ville identifie des territoires présentant des fragilités spécifiques, ce qui permet l'intégration de la ville de Deuil-la-Barre sur certains projets.

La rédaction de ce document a donné lieu à de nombreux temps d'échanges et de concertations pour aboutir à un diagnostic partagé. Ce travail a priorisé des intentions construites par les acteurs publics et privés œuvrant dans les quartiers, tout en y associant les habitants. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre de façon opérationnelle des projets structurants pour chaque quartier, en tenant compte des réalités locales et des besoins observés sur le terrain.

Pour répondre aux attentes et pour mieux agir sur le quotidien, nous avons décidé dans le Val d'Oise de mettre l'accent sur certaines thématiques, à savoir, la sécurité, l'emploi (notamment des jeunes et des seniors), l'éducation, la culture et les sports, la santé (dont la nutrition et la santé mentale) et la transition écologique.

Par le biais de ce document, chaque acteur concerné s'engage à son échelle sur des objectifs concrets. Les signataires ont identifié les moyens de droit commun mobilisables sur le territoire et ont la possibilité d'actionner les leviers spécifiques de la politique de la ville pour travailler à la réduction des inégalités.

Si une attention particulière a été portée à la collecte de la parole dans la définition des nouveaux enjeux, il conviendra de continuer à associer les habitants de manière pérenne dans la réflexion des projets.

Enfin, il nous importe de veiller à l'articulation efficiente des différents pactes et contrats mobilisant acteurs publics et privés (dont les entreprises locales), d'en assurer le parfait déploiement et l'évaluation au fil de l'eau.

**Philippe COURT,**
**Préfet du Val d'Oise**



Avec ce nouveau contrat de ville « Engagements quartiers 2030 », notre Agglomération Plaine Vallée s'inscrit dans la continuité des précédentes contractualisations signées avec l'État et les communes de Deuil-La Barre, Montmagny, Saint Gratien et Soisy-sous-Montmorency.

La dernière génération fut signée le 29 juin 2015, pour la période 2015 à 2023.

Depuis cette date, avec mes collègues Maires, nous avons continument œuvrer pour améliorer le quotidien de nos concitoyens, en mettant en place des dispositifs innovants et en renforçant ceux déjà existants : création d'un Programme de Réussite Éducative Intercommunal (PREI), signature d'une convention d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) avec des bailleurs sociaux, renouvellement des méthodes d'accompagnement vers l'emploi des publics prioritaires.

Pour la période 2024/2030, cette contractualisation nouvelle prend une dimension particulière, car l'ampleur des défis sociétaux auxquels nos quartiers prioritaires sont confrontés, exigent une attention prioritaire de l'ensemble des politiques publiques de droit commun.

C'est dans cette perspective que nous avons construit, avec le concours de l'État, ce nouveau document-cadre en s'appuyant sur une large consultation citoyenne comme sur une démarche de co-construction réunissant une diversité d'acteurs et d'institutions partenaires : les communes, le Conseil départemental, les bailleurs sociaux, la CAF, l'ARS, France Travail ainsi que les associations locales.

Cette dynamique partenariale nous a permis de mettre au point un contrat avec 6 priorités visant à améliorer les conditions de vie des habitants en matière de réussite éducative, de soutien à la parentalité, de santé, d'emploi, d'insertion professionnelle et de tranquillité publique, pour les six années à venir.

Ce nouveau contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » de Plaine Vallée traduit ainsi une ambition collective, celle d'agir simultanément sur l'ensemble des leviers afin d'impulser une dynamique d'ouverture et de développement dans nos quartiers.

**Luc STREHAIANO**
**Président de Plaine Vallée**

**PREAMBULE** ..... **3**

**I - PRÉSENTATION DU TERRITOIRE** ..... **4**

1) La communauté d'agglomération Plaine Vallée, son territoire ..... 4
2) Méthode de travail et modalités d'élaboration du contrat de ville ..... 7
3) La nouvelle géographie prioritaire ..... 9
4) Le cadre national : une politique de la ville renouvelée ..... 11

**II - LES ENJEUX DU CONTRAT DE VILLE « ENGAGEMENT QUARTIERS 2030 » A l'ECHELLE INTERCOMMUNALE** ..... **13**

**III - DES QUARTIERS EN PROJET** ..... **15**

**IV- GOUVERNANCE DU CONTRAT** ..... **27**

1) Les moyens pour le contrat de ville ..... 27
2) Organisation des instances ..... 29
3) La participation des habitants ..... 31
4) Evaluation du contrat de ville ..... 35

**V- ANNEXES** ..... **43**

## PREAMBULE

### Enjeux du contrat « Engagements quartiers 2030 » Une ambition pour chaque quartier

Le contrat est signé et piloté à l'échelle intercommunale et intègre une stratégie d'intervention répondant aux réalités sociales et besoins observés dans chaque quartier prioritaire. Il s'inscrit autour des 4 ambitions formulées par le ministre de la Ville : « des quartiers d'émancipation ; de plein emploi ; de transition ; plus ouverts et plus sûrs. »

Dans le Val-d'Oise, les priorités porteront sur les enjeux relatifs au cadre de vie, à la culture, à l'éducation, à l'emploi (notamment des seniors et demandeurs d'emploi de longue durée), à la laïcité, à la santé (plus spécifiquement la nutrition et la santé mentale), à la sécurité.

### Un contrat coconstruit autour de visions (objectifs et orientations) resserrées

Les enseignements des précédents contrats de ville ont mis en évidence la difficulté à investir une multiplicité d'objectifs, souvent segmentés par des enjeux propres aux différents acteurs. Ce qui par ailleurs rendait difficile l'évaluation des projets qui y répondaient.

Il est donc nécessaire de prioriser des intentions partagées au service d'un **projet de quartier** et d'une vision d'avenir. Les réalisations et transformations souhaitées à l'échelle des 3 et 6 ans seront au cœur des évaluations à mener à mi-parcours et à l'issue des contrats.

### Un contrat qui s'appuie sur les avis et attentes des habitants des quartiers prioritaires

Le regard et l'expertise d'usage des habitants sont pris en compte dès l'élaboration, puis à la mise en œuvre et à l'évaluation des objectifs / projets. La vision des bénéficiaires de l'action publique est complémentaire de celles des techniciens et des élus.

### Il définit des engagements réciproques précis et mesurables

À l'instar des protocoles d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022, le présent contrat identifie l'ensemble des politiques publiques menées aux différentes échelles (État, intercommunalités, communes, département, ...), et leurs moyens déployés et mesurables sur chaque quartier.

À ce titre, le contrat est l'une des parties du Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) porté par l'intercommunalité.

Les dispositifs et crédits spécifiques de la politique de la ville sont mobilisés de manière complémentaire afin d'intensifier l'action publique, d'expérimenter de nouvelles solutions, de soutenir la présence sociale au cœur des quartiers (soutien à la vie associative notamment).

# I - PRÉSENTATION DU TERRITOIRE

## 1) La communauté d'agglomération Plaine Vallée, son territoire

(Données issues du diagnostic PLHI 2019)

**La Communauté d'Agglomération Plaine Vallée (CAPV) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), créé le 1er janvier 2016** par la fusion de la Communauté de Communes de l'Ouest Plaine de France et de la Communauté d'Agglomération de la Vallée de Montmorency et par l'extension de périmètre aux communes de Montlignon et Saint Prix.

**La Communauté d'Agglomération compte dix-huit communes** : Andilly, Attainville, Bouffémont, Deuil-La Barre, Domont, Enghien-les-Bains, Ézanville, Groslay, Margency, Moisselles, Montlignon, Montmagny, Montmorency, Piscop, Saint Brice-sous-Forêt, Saint Gratien, Saint-Prix et Soisy-sous-Montmorency.
Les trois villes principales sont Deuil-La Barre, Montmorency et Saint Gratien.

**Caractéristiques territoriales.**
Plaine Vallée se situe au Sud Est du département du Val-d'Oise, en frange Nord de la Métropole du Grand Paris et Sud de la Plaine de France. Elle a une superficie de 75 km², avec 52% d'espaces urbanisés (dont 3,2% de ZAC), 22% de surfaces agricoles et 22% de bois et forêts.
Le territoire de l'agglomération est marqué par la présence de la forêt de Montmorency et du lac d'Enghien-les- Bains. L'agglomération bénéficie de sa proximité avec Paris et les pôles urbains de La Défense, de la Plaine Saint Denis et de l'aéroport Paris – Charles de Gaulle. Elle profite également de sa situation en interface entre les espaces denses du cœur métropolitain et les espaces naturels et paysagers du nord du département et des Hauts de France.

**Composition démographique.**
L'intercommunalité compte 184 367 habitants (population légale INSEE 2021), soit une densité moyenne de 2 400 habitants au km². La population est principalement concentrée au sud de l'agglomération avec 35% de la population répartie dans les communes de Deuil-La Barre, Montmorency et Saint Gratien. Le territoire est en croissance démographique continue depuis 1968, avec un gain de 61 616 habitants entre 1968 et 2013. Cette évolution est conforme à celle du département et de la région sur la même période.

**Le profil démographique du territoire est majoritairement familial**.
À l'échelle de l'agglomération, 67,5% des ménages sont des ménages avec familles (contre 60,5% en Ile-de-France et 70,1% dans le département), dont 44,5% sont des couples avec enfants ou familles monoparentales (contre 39,4% en Ile-de-France et 48,2% dans le département). La part de ménages avec familles est plus importante dans certaines communes de l'agglomération : Attainville avec 83,6%, Groslay avec 94% et Margency avec 85,5%. Globalement, la part de ménages avec familles est plus fortement représentée dans le Nord de l'agglomération

**La part de jeunes est plus faible dans l'agglomération que dans le département et se trouve concentrée dans les communes du sud.** En 2013, la population âgée de 15 à 29 ans représente 18,7% de la population intercommunale, contre 20,1% de la population départementale et détient un indice de jeunesse plus faible (1,3 contre 1,6). Le nombre de jeunes est plus important à Deuil-La Barre, Montmorency et Saint Gratien.

**La tendance démographique est au vieillissement de la population**.
Dans l'ensemble, sur le plan générationnel, le territoire est mixte mais il perd des jeunes actifs (diminution des 25-45 ans) et la population âgée augmente avec des 60-69 ans plus nombreux en 2013 qu'en 2008.
La présence des ménages âgés est plus prononcée dans le sud-ouest de Plaine Vallée (à Enghien-les-Bains, Montmorency, Soisy-sous-Montmorency, Saint Gratien avec des indices de jeunesse inférieurs ou égaux à 1,1). Il y a une part plus élevée de jeunes couples et de familles avec enfants à Attainville, Moisselles, Montmagny et Saint-Brice-sous-Forêt (indices de jeunesse supérieurs à 2).

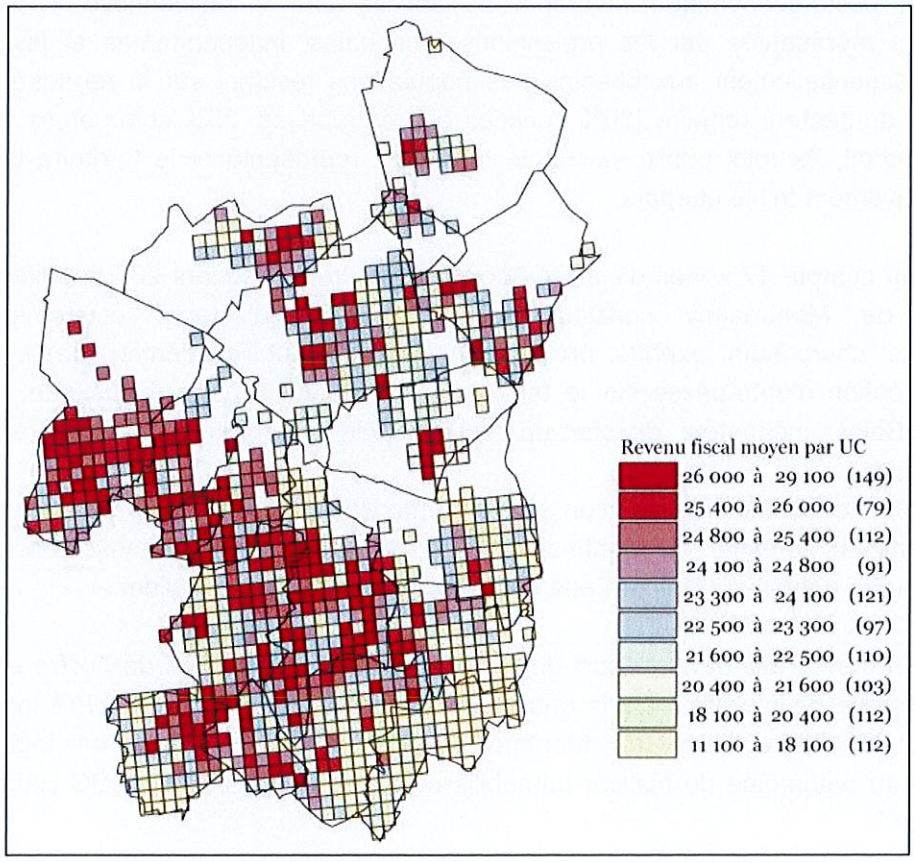
Mais globalement, la population est plus âgée que celles du département et de la région :

- Part des plus de 60 ans en 2013 : 20,4% pour la CA, 17,4% pour le Val d'Oise, 18,8% pour l'Île-de- France
- Indice de jeunesse de l'agglomération de 1,3 en 2013 (département : 1,6 et région : 1,4)

**Une augmentation du nombre de ménages mais une diminution de leur taille**
Le nombre de ménages augmente entre 2008 et 2013 (de 0,9%) mais leur taille moyenne diminue de 0,8%, avec un passage de 2,49 pers./ménage en 2008 à 2,47 en 2013.
Cette diminution est accentuée par le vieillissement de la population, et cela engendre des besoins en logements adaptés. Par ailleurs, il s'agit d'un phénomène national qui s'explique aussi par l'augmentation du nombre de familles monoparentales et la décohabitation des jeunes.

À l'échelle départementale, le nombre de ménages a augmenté de 3,6% entre 2008 et 2013 et de 2,9% à l'échelle régionale. La taille des ménages a diminué à l'échelle départementale (-0,9%) et régionale (-0,2%). **Plaine Vallée présente donc les caractéristiques d'un territoire familial (avec un nombre de personnes par ménage relativement élevé), mais vieillissant.**

**De fortes disparités de revenus des ménages au sein des communes de l'agglomération**



L'analyse des données carroyées de l'INSEE montre une répartition inégale des habitants en fonction de leurs revenus moyens par unité de consommation.
On note une concentration des ménages à bas revenus sur les communes de Montmagny, Saint-Brice-sous-Forêt et le sud de Saint-Gratien.

A l'inverse les ménages aux revenus les plus élevés sont globalement concentrés sur l'ouest de l'agglomération (Montmorency, Saint-Prix, Montlignon, Enghien-les-Bains...)
Certaines communes connaissent d'importantes disparités de revenus en leur sein (Saint-Gratien, Montmorency, Soisy-sous-Montmorency, Domont...)

**Un taux de chômage plus faible que les moyennes départementale et régionale**
Le taux de chômage sur Plaine Vallée en 2020 est de 10,9% et celui des jeunes de 22,5%. Ce taux reste supérieur à celui du département (+1,4 pts) et à celui de la Région Ile de France (+3.2 pts).
L'agglomération enregistre un taux d'emploi stable avec 76.7% en 2020 contre 76% en 2014. Le nombre de demandeurs d'emploi sur l'agglomération est de 14 740, toute catégorie (8 240 Cat A) au 3ème trimestre 2023.

**C'est un territoire globalement résidentiel** (78 000 logements en 2016), aux portes du Grand Paris, avec un patrimoine urbain et naturel riche et varié (forêt de Montmorency, lac d'Enghien-les-Bains, châteaux et manoirs, points de vue sur Paris...). Le développement du versant Nord Est de Plaine Vallée s'est étendu le long de la RD 301 mais les espaces naturels et agricoles prédominent sur ce secteur. En termes de typologie de logement, à l'exception de quartiers d'habitat collectif au sud, le territoire présente un habitat individuel pavillonnaire peu dense. Le tissu de l'agglomération est constitué de zones pavillonnaires et d'ensembles d'habitat collectif à hauteur de 56%.

**Sur le plan économique**, avec 10 000 établissements, Plaine Vallée représente 15 % du nombre d'établissements du Val d'Oise. Son territoire offre, aux entreprises et à leurs salariés, un environnement socio-économique favorable à l'activité dite « résidentielle ». Cette dernière, majoritairement représentée par les professions artisanales, indépendantes et les commerçants, répond donc essentiellement aux besoins des populations résidant sur le territoire et explique la prédominance du secteur tertiaire (30% services aux entreprises, 25% commerces et 14% secteur public). Cependant, l'emploi public se trouve fortement représenté et le territoire offre un volume d'emplois relativement faible et épars.

L'agglomération compte 17 zones d'activités communautaires, occupant 207 hectares. La pépinière d'entreprises de Montmagny constitue un écosystème d'acteurs économiques (réseaux d'entrepreneurs, chercheurs, experts, professionnels de l'immobilier d'entreprise) ayant vocation à favoriser la création d'entreprises sur le territoire. Contribuant à cette dynamique, le NumericLab d'Enghien-les-Bains, incubateur de start-up, est un pôle de création contemporaine dédié à la création numérique.
Par ailleurs, Plaine Vallée dispose d'un potentiel touristique et de loisirs grâce notamment à la présence du massif forestier de Montmorency, de l'hippodrome de Soisy-sous-Montmorency, du casino et du lac d'Enghien-les-Bains. Cette offre reste cependant à consolider.

**Un parc social concentré dans le sud de l'agglomération avec 15 % de l'offre située dans les quartiers politique de la ville** répartie entre les communes de Montmagny (776 logements), Saint Gratien (701 logements) et Soisy-Sous-Montmorency (483 logements). 59,6% des logements en QPV appartiennent au patrimoine du bailleur Immobilière 3F, 39,9% au bailleur CDC Habitat et 0,5% au bailleur Erigère.

## 2) Méthode de travail et modalités d'élaboration du contrat de ville

La communauté d'agglomération Plaine Vallée est signataire, depuis le 29 juin 2015, avec l'État et les communes de Deuil-La Barre, Montmagny, Saint Gratien et Soisy-sous-Montmorency, d'un contrat de ville (CDV) intercommunal, pour la période 2015/2020.

Initialement prévu pour une durée de 6 ans, le CDV a fait l'objet de 2 prorogations :

- L'une jusqu'au 31 décembre 2022, par l'effet de la loi de finances 2019, ayant donné lieu à un « protocole d'engagements renforcés et réciproques », signé le 10 juillet 2020.

- L'autre par la loi de finances 2022, fixant l'échéance du CDV de Plaine vallée au 31 décembre 2023.

Par circulaire en date du 31 août 2023, l'État a fixé le calendrier et les modalités méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération 2024-2030 des CDV, afin de mener à bien l'élaboration de la future génération de contractualisation.

Le cadre d'élaboration de ce nouveau contrat, appelé « Engagements Quartiers 2030 », doit répondre à un triple objectif

- **Simplifier et accélérer l'action publique, pour produire des résultats tangibles et mesurables pour les habitants ;**

- **Assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants, parmi lesquelles la sécurité, l'écologie du quotidien et l'accès à tous les services publics (école, périscolaire et extra-scolaire, sport, culturel, social...) ;**

- **Maximiser la mobilisation des acteurs publics et privés, tout en rendant plus lisible le rôle de l'État, par une communication uniformisée.**

Par ailleurs, **il devra se recentrer sur les enjeux locaux les plus prégnants de nos quartiers**, tels que définis collégialement avec l'ensemble des acteurs.

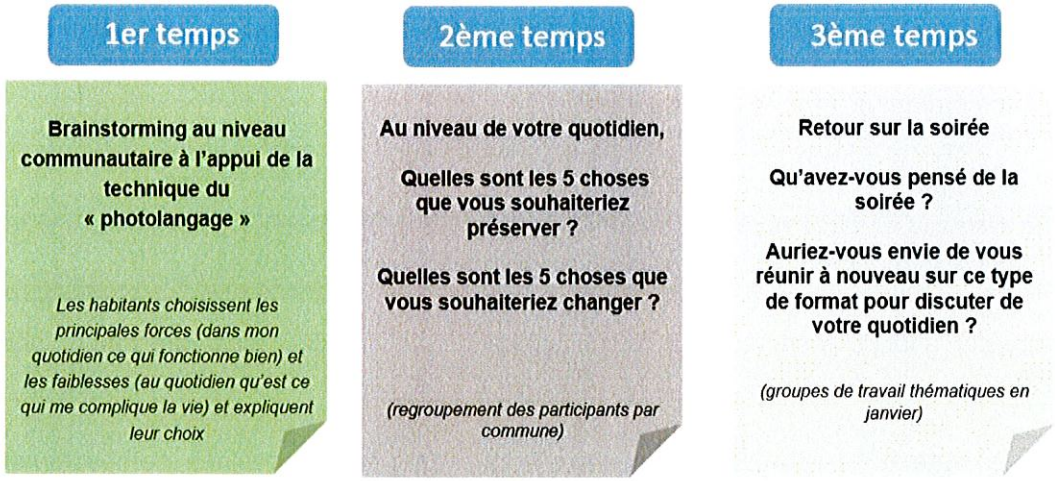
Ainsi, l'approche par "pilier" de la précédente contractualisation fait place à une approche plus resserrée sur les priorités définies à l'échelle de chaque territoire, en fonction des réalités locales

S'agissant du calendrier, ces travaux se sont articulés autour de deux phases :

**1ère phase : la consultation citoyenne**

La consultation citoyenne qui s'est tenue le 24 octobre 2023 avait pour objectif de recueillir les attentes et priorités des habitants des quartiers prioritaires pour le contrat de ville de demain.
Les échanges ont été organisés autour des thématiques prioritaires identifiées par le Préfet dans le Val d'Oise, à savoir la sécurité ; le cadre de vie et la transition écologique ; l'éducation, la culture et la laïcité ; la santé ; l'emploi.
Au total, plus de 35 personnes issues des 4 communes concernées se sont mobilisées durant cette soirée.

# METHODOLOGIE DE LA CONSULTATION




**Pour la technique du « photolangage », les thématiques retenues :** éducation et réussite éducative, parentalité, Culture, Cadre de vie (aménagement urbain, habitat, espace jeux, équipements sportifs, stationnement, Activité économique (commerces), Santé (médecin, pharmacie, PMI, santé mentale,..) Sécurité , Transports (bus, métro, SNCF, voiture.....), Accès au droit (CAF, CPAM, préfecture, écrivain public, Emploi , Écologie (transition écologique), Laïcité,

## 2ème phase : les ateliers thématiques participatifs

Ces ateliers se sont déroulés durant le premier trimestre 2024 et ont réuni l'ensemble des acteurs du territoire (institutionnels, associatifs, sans oublier les Conseillers citoyens et autres représentants d'habitants) avec le soutien du Pôle ressources Ville et développement social du Val d'Oise.

Ces groupes thématiques ont été coanimés par les équipes opérationnelles de l'agglomération et des communes concernées, la déléguée du préfet et le directeur du Pôle ressources. Ces temps de travail se sont appuyés sur les enseignements de l'évaluation du contrat de ville intercommunal réalisée en 2022 et sur les enseignements issus de la consultation citoyenne du 24 octobre 2023.

Le calendrier développé pour le territoire de Plaine Vallée a été le suivant :

| Vendredi 19 janvier 2024 | Mardi 23 janvier 2024 | Jeudi 8 février 2024 | Vendredi 9 février 2024 |
|---|---|---|---|
| La sécurité et prévention de la délinquance<br><br>La prévention des violences intrafamiliales<br><br>La tranquillité résidentielle | La réussite éducative<br><br>La parentalité | L'emploi et l'insertion professionnelle<br><br>L'accès aux services, la mobilité, le cadre de vie<br><br>L'intergénérationnel et lien social<br><br>L'accès à la culture | La santé (sport santé, la santé mentale, et parcours santé) |

Ce sont au total plus de 120 partenaires qui se sont mobilisés sur ces différents ateliers organisés

dans le cadre de ces travaux, les 19 et 23 janvier 2024 et les 8 et 9 février 2024.

A l'appui de ces deux étapes, les grandes priorités d'intervention du contrat engagements quartier 2030 de Plaine Vallée ont pu être définies. Elles sont les suivantes :

- Le cadre de vie et l'animation sociale, culturelle et sportive des quartiers
- La prévention de la délinquance, la tranquillité résidentielle et la lutte contre les violences intrafamiliales
- La réussite éducative et la parentalité
- La santé (notamment sport/santé et santé mentale)
- L'emploi et l'insertion professionnelle
- La participation des habitants

Ces priorités seront mises en œuvre sur la base de modalités de travail visant l'interconnaissance des acteurs, la lisibilité des dispositifs, l'amélioration de la communication, le lien social et l'intergénérationnel.

### 3) La nouvelle géographie prioritaire

L'instruction 31 aout 2023 rappelle que les critères de définition d'un quartier prioritaire restent inchangés : il s'agit d'un quartier d'au moins 1.000 habitants, situé dans une unité urbaine de plus de 10.000 habitants, caractérisé par un « décrochage » du revenu des ménages par rapport aux revenus de l'unité urbaine et de la France métropolitaine.

Avec cette nouvelle géographie, prioritaire, ce sont 42 quartiers politique de la ville qui ont été identifiés dans le Département du Val d'Oise, répartis dans 27 communes et qui accueillent environ 234 500 habitants (décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains)

Si les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) constituent depuis· 2014 la géographie d'intervention majeure de la politique de la ville, le zonage des quartiers prioritaires n'est pas exempt d'effets de seuils, en particulier pour les quartiers qui respecteraient le critère de revenu mais dont la taille serait inférieure au seuil des 1000 habitants.

De plus, les épisodes récents de violence urbaine ont mis en lumière les difficultés sociales existantes dans certaines zones, bien que ne répondant pas strictement aux critères de la géographie prioritaire, mais en présentant certaines caractéristiques.

Afin de mieux tenir compte des réalités sociales de ces territoires, la circulaire du 31 août 2023 a créé un mécanisme de « poche de pauvreté » qui permettra à ces territoires de bénéficier, de façon circonscrite, de crédits spécifiques de la part de l'État, sous réserve que ce soutien exceptionnel s'inscrive dans le cadre partenarial du contrat de ville.

Dans ce contexte, l'agglomération Plaine Vallée a identifié des territoires dits « vulnérables » qu'elle souhaite inscrire au titre du mécanisme « poches de pauvreté ».
Ces territoires correspondent à des quartiers qui ont relevé, auparavant, de la géographie prioritaire (ZUS, CUCS, Quartiers de veille active) avec des situations de décrochage.
Ils se situent dans toutes les communes de l'intercommunalité en charge de l'élaboration du contrat de ville, y compris celles qui ne disposent pas d'un quartier prioritaire

**Pour le territoire de Plaine Vallée, la géographie prioritaire se décline :**

Selon les quartiers prioritaires (QP) suivants :

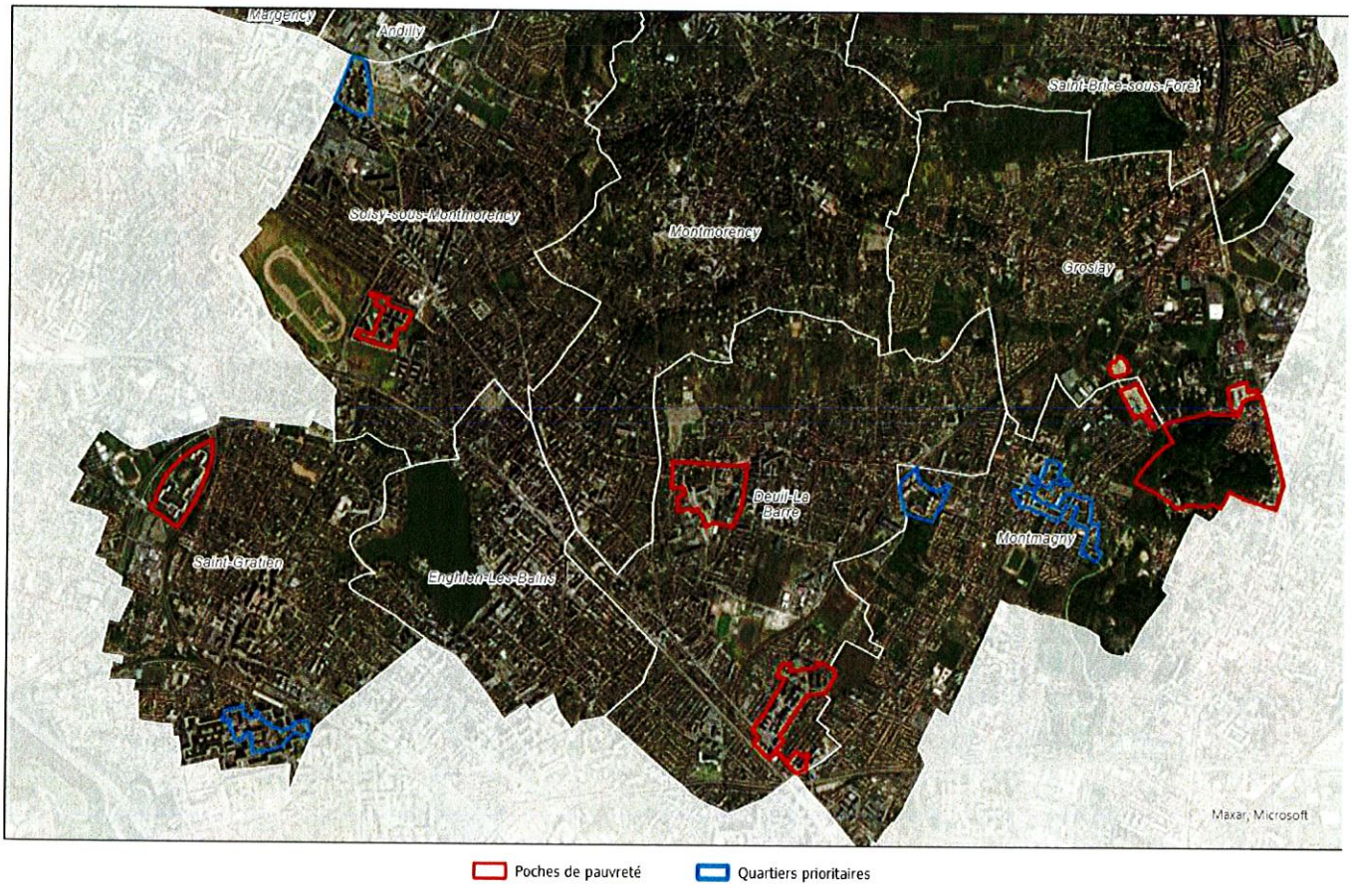
- **Les quartiers du Centre-ville et des Lévriers pour la commune de Montmagny**
- **Le quartier des Raguenets pour Saint Gratien**
- **Le quartier du Noyer Crapaud pour Soisy-sous-Montmorency**

Et selon les quartiers vulnérables dits « poches de pauvreté » suivants :

- **Les quartiers des Mortefontaines et la Galathée à Deuil-La Barre,**
- **Le quartier des Noëls à Soisy-sous-Montmorency,**

Deux autres quartiers pourraient être éligibles, sous réserve d'indicateurs de pauvreté justifiant des moyens d'intervention nécessaires :

- **Le quartier du Barrage pour Montmagny,**
- **Le quartier des Marais pour Saint Gratien**



S'agissant des territoires vulnérables dits « poches de pauvreté », leur périmètre est défini aux adresses suivantes :

| Commune | Quartier | Adresse |
|---|---|---|
| Deuil-La Barre | Le quartier des Mortefontaines | Rue Henry Dunand<br>Rue des Mortefontaines<br>Rue Mathieu Chazotte<br>Rue de la Barre<br>Rue Cauchoix<br>Rue Jules Massenet<br>Rue Eugene Lamarre |
| | Le quartier la Galathée | Rue Abel Fauveau<br>Route de Saint Denis<br>Rue Camille Claudel<br>Rue Louis Braille<br>Rue Gallieni<br>Rue de la Galathée<br>Rue Nelson Mandela<br>Rue D'Epinay<br>Rue Jardin |
| Montmagny | Le quartier du Barrage | Route de Calais<br>Avenue Maurice Utrillo<br>Rue Pasteur<br>Rue Jean Jaurès<br>Chemin des postes<br>Sentier du Barrage<br>Sentier de l'Enceinte du Fort<br>Ruelle de la Fontaine Pinson |
| Saint Gratien | Le quartier des Marais | Rue des Marais<br>Rue Jean Moulin<br>22 au 42 rue d'Ermont |
| Soisy-sous-Montmorency | Le quartier des Noëls | Avenue Voltaire<br>Avenue de Bretagne<br>Avenue de Bourgogne<br>Avenue d'Alsace<br>Avenue de Touraine<br>Avenue d'Auvergne<br>Avenue de Normandie<br>Avenue des Noëls |

## 4) Le cadre national : une politique de la ville renouvelée

La circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 est venue préciser les contours de ces documents :

- Un principe d'articulation renforcée du Contrat de Ville avec les stratégies locales et nationales, en particulier les Contrats de relance et transition écologique (CRTE) et les Pactes locaux des solidarités signés par l'Etat, les Départements et les Métropoles ;

- L'inscription d'un volet investissement au sein du Contrat de Ville - notamment pour financer des projets émanant de la concertation citoyenne - et la possibilité de s'appuyer sur la mobilisation des dotations de l'Etat et de ses opérateurs, des collectivités et leurs groupements, mais également des acteurs privés pour alimenter ce volet ;

- Une articulation entre un volet « socle » dédié aux thématiques transversales à l'échelle des intercommunalités et une partie dédiée aux projets spécifiques de chaque quartier ;

- La possibilité de mobiliser une partie des crédits BOP147 (2,5% maximum de l'enveloppe départementale, sous conditions, pour des projets en dehors des QPV et sur des zones de fragilités, notamment celles qui n'atteignent pas le seuil de 1.000 habitants) ;

- Un objectif de 50% de conventions conclues en convention pluriannuelle d'objectifs (CPO), notamment pour les actions relevant des Programmes de réussite éducative ou portées par les associations locales ;

- Une attention à l'anticipation de l'évaluation du contrat sur les volets qualitatifs et quantitatifs et à la bonne communication autour des subventions versées par l'Etat.

Ce nouveau contrat s'inscrit autour des 4 ambitions formulées par le Ministre de la Ville Olivier Klein, à l'occasion de la commission « Politique de la ville et cohésion sociale » commune à France urbaine, l'AMF, Ville & banlieue, l'AMIF, Villes de France et Intercommunalités de France du 17 novembre 2022 : « *des quartiers d'émancipation ; de plein emploi ; de transition ; plus ouverts et plus sûrs* ». Il prend également en compte les enseignements des contrats précédents qui ont mis en avant la difficulté à investir une multiplicité d'objectifs.

## II - LES ENJEUX DU CONTRAT DE VILLE « ENGAGEMENT QUARTIERS 2030 » A L'ECHELLE INTERCOMMUNALE

| PRIORITÉ D'INTERVENTION | ENJEUX | AXES STRATÉGIQUES |
|---|---|---|
| **Le cadre de vie et l'animation sociale, culturelle et sportive des quartiers** | Faire du quartier prioritaire : un lieu de vie agréable et de qualité, un lieu de socialisation, un lieu d'intégration, un lieu d'émancipation | - Poursuivre l'animation et la coordination de la bonne mise en œuvre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB, en lien avec les 3 villes signataires (Saint Gratien, Montmagny et Soisy-sous-Montmorency) et l'État<br>- Maintenir les lieux de permanences d'information sur le logement et la rénovation énergétique, en partenariat avec l'Association départementale pour l'information sur le logement du Val d'Oise - ADIL 95 –<br>- Promouvoir la démocratisation culturelle (Micro-folie, classes orchestres, le réseau de lecture publique…) |
| **La prévention de la délinquance, la tranquillité résidentielle et la lutte contre les violences intrafamiliales** | (Re)nouer la confiance entre les habitants et les institutions<br><br>Renforcer la présence du droit commun dans les quartiers | - Poursuivre le co-financement de la prévention spécialisée sur les territoires de Deuil-La Barre et Montmagny, en partenariat avec le Conseil départemental<br>- Poursuivre le co-financement des deux postes d'intervenants sociaux installés en commissariat et en gendarmerie<br>- Proposer dans le cadre du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance des temps de rencontres et de formation/sensibilisation à destination des professionnels (aide aux victimes, violences conjugales, prévention de la radicalisation, prévention des conduites à risques et toxicomanie…)<br>- Développer les permanences communautaires du Centre d'information sur le droit des femmes et des familles (CIDFF-France Victimes 95)<br>- Développer les postes Travail d'intérêt général (TIG) au sein des services communautaires et des communes volontaires |
| **La réussite éducative et la parentalité** | Favoriser l'épanouissement et le bien-être de l'enfant/élève<br><br>Donner aux parents les moyens d'amener leur(s) enfant(s) vers la réussite éducative et les conforter dans leur rôle parental | - Poursuivre et renforcer l'animation et la coordination du Programme de Réussite Éducative Intercommunal (PREI)<br>- Maintenir les permanences de psychologues, en partenariat avec la Sauvegarde du Val d'Oise/ACEPE (Montmagny, Soisy-sous-Montmorency et Deuil-La Barre)<br>- Lancer une réflexion sur la labellisation d'une cité éducative intercommunale (en fonction du cadrage de l'appel à manifestation d'intérêt) |
| **La santé (notamment sport/santé et santé mentale)** | Assurer des parcours de santé de la prévention jusqu'aux soins | - Lancer la préfiguration d'un Contrat territorial de santé (CTS) |
| **L'emploi et l'insertion professionnelle** | Promouvoir la montée en compétences des publics des quartiers prioritaires<br><br>Faciliter le lien entre les habitants des quartiers et les acteurs du service public de l'emploi | - Maintenir l'accompagnement par les différents acteurs (Mission locale, France Travail, Plaine Vallée) des demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires<br>- Renforcer le partenariat local pour favoriser l'interconnaissance des acteurs (petits déjeuners des partenaires, groupes de travail thématiques..)<br>- Améliorer l'employabilité des publics en levant les freins à l'emploi (apprentissage de la langue et la santé)<br>- Promouvoir des formes de communication innovantes pour mobiliser plus largement le public des quartiers prioritaires (aller vers, capsule vidéo, réseaux sociaux…) |

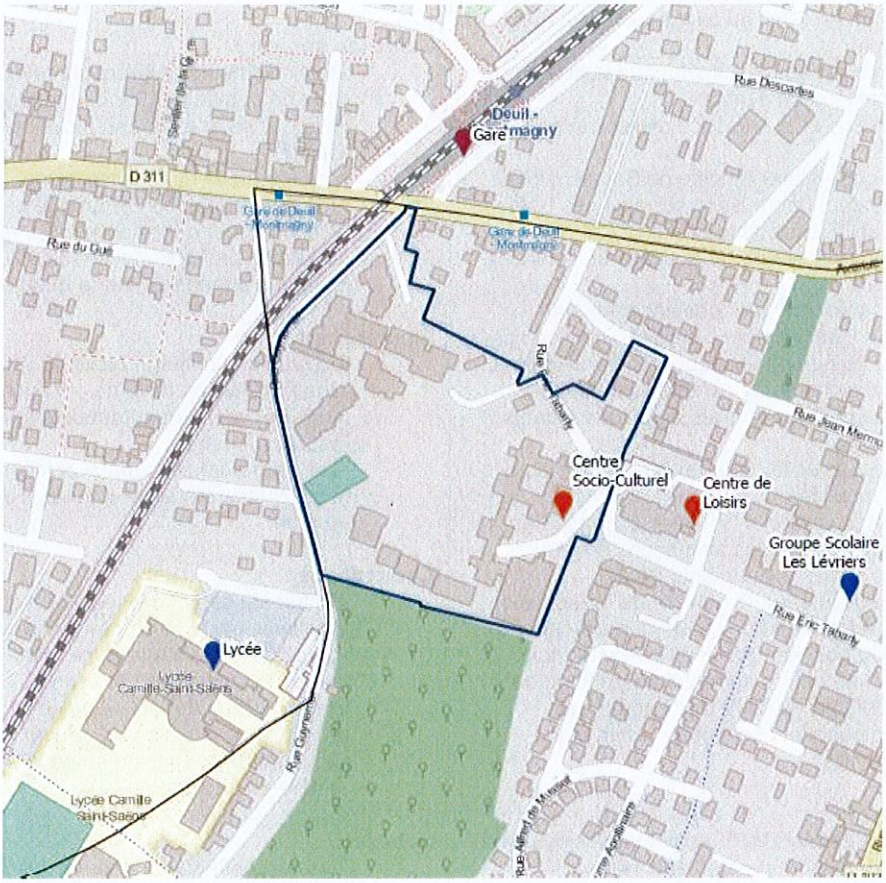
| PRIORITÉ D'INTERVENTION | ENJEUX | AXES STRATÉGIQUES |
|---|---|---|
| **La participation des habitants** | S'assurer que les actions mises en place correspondent aux attentes, aux besoins des habitants | - Associer davantage les habitants aux décisions qui les concernent et favoriser la co-construction de projets<br>- Renforcer la prise en compte de l'expertise d'usage des habitants<br>- Poursuivre l'accompagnement des « conseil citoyens » ou des collectifs d'habitants<br>- Encourager et soutenir le pouvoir d'agir des habitants en valorisant et en promouvant les initiatives et les réussites des habitants<br>- Soutenir la création de collectifs d'habitants et contribuer à renforcer le lien social |

## III - DES QUARTIERS EN PROJET

| COMMUNE DE MONTMAGNY | |
|---|---|
| **PORTRAIT DE QUARTIER** | **QUARTIER PRIORITAIRE LES LEVRIERS** |

**Situation géographique :**

Le quartier des Lévriers compte 1321 habitants, il comprend un parc social de 89 logements gérés par le bailleur social I3F et 2 copropriétés de 16 et 277 logements. Ces habitations sont situées sur plusieurs rues dont la rue des Lévriers, Jean Mermoz et la rue Guynemer. Le quartier est très proche de la gare de Deuil-Montmagny.




| | Les Lévriers | Commune de Montmagny |
|---|---|---|
| Population municipale au 1er janvier 2020 | **1 378** | **14 550** |
| Indice de jeunesse (- de 20 ans/60 ans ou +) | **2.8** | **1,7** |
| Part des familles monoparentales | **12.9 %** | **17.1%** |
| Taux de pauvreté au seuil de 60% | **33%** | **21.9 %** |
| Taux de bas revenus | **47%** | **30.6%** |

***Données SIG (2024)***

| PROBLEMATIQUES | |
|---|---|
| **FORCES & RESSOURCES** | **FRAGILITES** |
| **Cohésion sociale :**<br>- Le groupe scolaire des Lévriers (une école maternelle et une école primaire).<br>- Le dispositif du Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) très actif au centre socioculturel. 50 enfants accueillis (25 CP-CE1-CE2 et 25 CM1-CM2) encadrés par 3 intervenantes (postes payés par la ville) et 6 bénévoles<br>- Indicateur de jeunesse le plus élevé de la ville (135%)<br>- Le Programme de réussite éducative intercommunal qui dispose d'une large palette d'ateliers visant à aider les enfants et leurs parents<br>- L'inauguration en 2023 du centre de loisirs maternel Jean Trinquet<br>- La rénovation et l'agrandissement de la cuisine du groupe scolaire des Lévriers.<br>- La micro-crèche et la présence d'assistantes maternelles<br>- Le centre socioculturel Antoine de Saint-Exupéry qui propose de nombreuses permanences (CAF, écrivains public, assistante sociale...), des temps d'échanges pour les habitants et des ateliers thématiques<br>- Des ateliers sociolinguistiques encadrés par l'association ESSIVAM au centre socioculturel (3 groupes de 15 personnes pour 4h par semaine)<br>- Un lieu d'accueil enfants parents au centre socioculturel pour les familles ayant des enfants entre 0 et 3 ans<br>- Une proximité avec la gare de Deuil-Montmagny qui favorise la mobilité<br>- Un tissu associatif (Art'm, Atout jeux, École des abeilles) qui propose des animations en pied d'immeuble et des évènements festifs.<br>- Présence régulière sur le quartier de l'association Aiguillage (éducateurs de prévention spécialisée)<br>- Validation du nouveau projet social de territoire (2023-2027) du centre socioculturel Antoine de Saint-Exupéry par la CAF. Deux agréments : animation globale et coordination/animation collective familles<br><br>**Emploi et insertion :**<br>- Permanence emploi CAPV au centre socioculturel (mercredi toute la journée et jeudi matin)<br>- Permanence de la mission locale au centre socioculturel (mardi matin)<br>- Permanence du CIIJ au 45 rue des Lévriers une à deux fois par mois<br>- Organisation d'évènement type job dating de la mission locale au centre socioculturel<br><br>**Cadre de vie :**<br>- De nombreux espaces verts dans le quartier<br>- Une aire de jeux pour les enfants (de 0 à 5 ans)<br>- Un terrain de football et terrain de basket<br>- Une aire de street workout<br>- Un quartier très bien desservi (une dizaine de minutes de Paris nord et deux lignes de bus)<br>- Une caméra de surveillance située sur la rue des Lévriers<br>- La banque postale située à l'entrée du quartier rue Carnot | **Cohésion sociale :**<br>- Des indicateurs de précarité révélateurs (56% de taux de pauvreté, 60% de ménages non imposables et le revenu moyen le plus faible de la CAPV)<br>- Nombre élevé de familles monoparentales (18%)<br>- Une forte population étrangère qu'il faut accompagner dans l'apprentissage du français et l'insertion professionnelle (32,9% de personnes d'origine étrangères sur le quartier)<br><br>**Emploi et insertion :**<br>- Un taux de chômage élevé 48,7%.<br>- Une part de non diplômé qui augmente considérablement autant pour les hommes que pour les femmes<br>- Des permanences emploi et insertion peu fréquentées par rapport au taux de chômage du quartier.<br><br>**Cadre de vie :**<br>- Un fort sentiment d'insécurité malgré les efforts déployés par la ville et la police nationale<br>- Une économie souterraine, de la délinquance, des actes de vandalisme, du squat<br>- De nombreux dépôts sauvages<br>- Une aire de jeux très appréciée mais plus adaptée<br>- De nombreuses voitures abandonnées sur les différents parkings<br><br>**Habitat :**<br>- Les copropriétés dégradées, les propriétaires sont en grande difficulté (impayés de charges, dévalorisation de plus en plus importante du foncier) |

| | |
|---|---|
| **Habitat :**<br>- Des logements disposant d'une grande superficie et de grandes pièces très appréciées des familles.<br>- Ravalement de la façade et la rénovation de l'intérieur des logements de la tour située rue des Lévriers. | |

***ENJEUX ET DECLINAISONS***

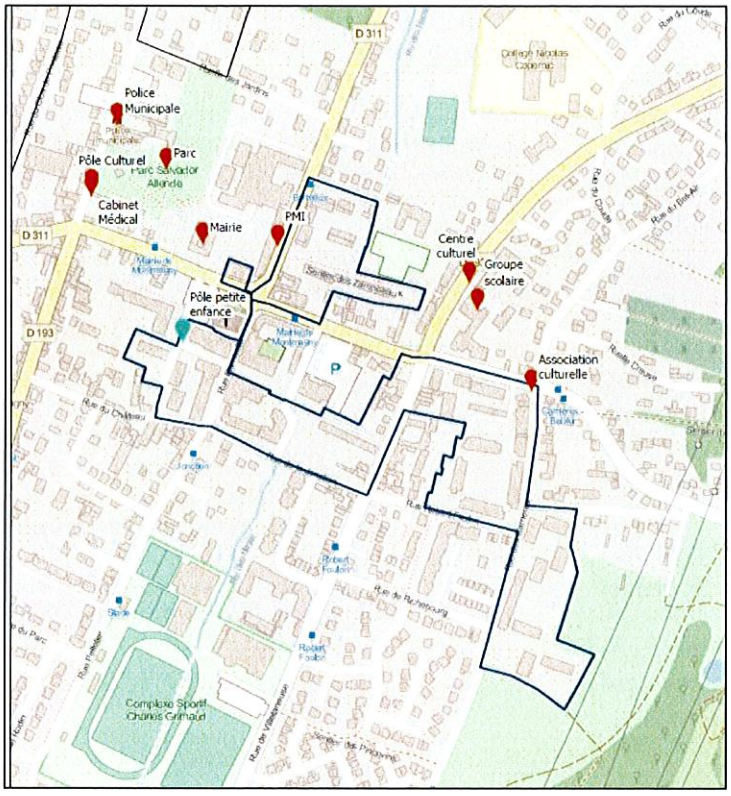
| | |
|---|---|
| ***Faire du quartier prioritaire : un lieu de vie agréable et de qualité, un lieu de socialisation, un lieu d'intégration, un lieu d'émancipation*** | - Poursuivre le suivi de la bonne mise en œuvre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB (diagnostics en marchant, comités de suivi…)<br>- Promouvoir un mode d'habitation plus respectueux de l'environnement avec la construction d'un écoquartier<br>- Développer l'offre de services au sein du futur écoquartier (crèche, commerces…)<br>- Renforcer l'accès la pratique sportive (stage multisports, handisport…)<br>- Poursuivre la pratique musicale (Classe Orchestre)<br>- Développer l'accès à la culture via le dispositif Micro- folie<br>- Favoriser l'accès aux droits et lutter contre la fracture numérique |
| ***(Re)nouer la confiance entre les habitants et les institutions***<br><br>***Renforcer la présence du droit commun dans les quartiers*** | - Poursuivre le soutien à la prévention spécialisée et le développement d'actions spécifiques (chantiers d'insertion par exemple), en partenariat avec le club de prévention et en lien avec les bailleurs I3F et ICF La Sablière |
| ***Favoriser l'épanouissement et le bien-être de l'enfant/élève***<br><br>***Donner aux parents les moyens d'amener leur(s) enfant(s) vers la réussite éducative et les conforter dans leur rôle parental*** | - Poursuivre la dynamique engagée dans le cadre du Programme de Réussite Éducative Intercommunal (PREI)<br>- Poursuivre l'accompagnement à la scolarité proposé par les services municipaux (centre social, service scolaire et service jeunesse)<br>- Poursuivre les actions de soutien à la parentalité, en lien avec les partenaires et la communauté éducative<br>- Participation à la réflexion sur la labellisation d'une cité éducative intercommunale (en fonction du cadrage de l'appel à manifestation d'intérêt) |
| ***Assurer des parcours de santé de la prévention jusqu'aux soins*** | - Pérenniser les actions d'éducation, de prévention et de promotion de la santé (forum)<br>- Développer des actions de sensibilisation aux addictions et aux conduites à risques en direction de différents publics |
| ***Promouvoir la montée en compétences des publics des quartiers prioritaires***<br><br>***Faciliter le lien entre les habitants des quartiers et les acteurs du service public de l'emploi*** | - Maintenir et développer les actions du CIIJ autour de l'emploi des 16/25 ans<br>- Maintenir les permanences Emploi (Mission Locale, Agglomération) au centre social St Exupéry<br>- Maintenir les ateliers sociolinguistiques (ASL) mis en œuvre au Centre Socioculturel St Exupéry |

| COMMUNE DE MONTMAGNY | |
|---|---|
| **PORTRAIT DE QUARTIER** | **QUARTIER PRIORITAIRE LE CENTRE VILLE** |

**Situation géographique :**

Le nouveau découpage du quartier compte 2400 habitants contre 2641 auparavant. Suite au retrait de l'îlot du centre qui comprend 170 logements sociaux qui appartiennent au bailleur I3F
Le quartier comprend différents ilots :

- Les Carrières : 160 logements, gérés par le bailleur I3F. Ce sont des immeubles de quatre étages qui ont été rénovés récemment.
- Les Vergers : 91 logements, détenus par ICF La Sablière. Cet îlot a bénéficié d'une rénovation urbaine sur fonds propres (2013-1017)
- Croisement rue Berteaux et rue du 11 novembre 1918 : cet îlot dispose d'une pharmacie, d'une épicerie, d'une auto-école et d'un cabinet d'avocats.




| | Le Centre-Ville | Commune de Montmagny |
|---|---|---|
| Population municipale au 1er janvier 2020 | **2 285** | **14 550** |
| Indice de jeunesse (de 20 ans/60 ans ou +) | **2** | **1.7** |
| Familles monoparentales | **33.4%** | **17.1** |
| Taux de pauvreté au seuil de 60% | **29%** | **21.9** |
| Taux de bas revenus | **45%** | **30.6** |

***Données SIG (2024)***

| PROBLEMATIQUES | |
|---|---|
| **FORCES & RESSOURCES** | **FRAGILITES** |
| **Cohésion sociale :**<br>- La mairie qui propose un accompagnement à tous les habitants.<br>- Présence d'un pôle dédié « Petite enfance » réunissant une crèche, un relai d'assistantes maternelles, un accueil pour la crèche familiale.<br>- Présence de la Protection Maternelle Infantile (rue Bertaux)<br>- Un tissu associatif dense (Art'm, Atout jeux, EDVO)<br>- Présence d'un Pôle culturel « PERGAME » qui accueille entre autres la Micro-folies<br>- Rénovation de la chapelle. De nombreux évènements autour de l'art et de la culture y sont proposés tout au long de l'année.<br>- La présence du local de l'association Aiguillage le club de prévention<br>- Un centre de santé (médecins généralistes)<br>- Le groupe scolaire des Frères Lumière<br>- Le centre de loisirs élémentaire « le Cornouiller » et le centre de loisirs maternel des Vergers<br><br>**Emploi et insertion :**<br>- Permanence en pied d'immeuble du CIIJ<br>- Organisation de différents salons (de la rentrée, de l'insertion…) par le CIIJ pour les jeunes.<br><br>**Cadre de vie :**<br>- Rénovation du centre-ville, création de commerces (laverie, salon de coiffure, agence immobilière...) et d'un parking.<br>- Parc du Québec, avec une aire de jeux pour les enfants (6 et plus)<br>- Rénovation et réhabilitation de la Chapelle<br>- Un cabinet de médecins généralistes.<br>- Un dispositif d'abattement TFPB mis en place avec CDC Habitat et I3F ainsi qu'une Gestion urbaine de proximité GUP (à formaliser)<br>- Présence de caméras de vidéoprotection (rue du 11 Novembre 1918 et rue de Montmorency)<br>- Une structure rénovée pour la police municipale (rue de Montmorency).<br>- Mise en place d'une brigade de nuit (police municipale)<br><br>**Habitat :**<br>- Le quartier a fait l'objet d'un projet de rénovation porté par le bailleur I3F (démolition et construction), la création de logements intermédiaires mais aussi des logements destinés à l'achat comme au quartier des Lévriers, des logements spacieux. | **Cohésion sociale :**<br>- Le revenu des ménages du quartier a connu une légère augmentation mais reste faible<br>- Paupérisation du quartier<br>- Les structures de la petite enfance sont saturées<br>- Une augmentation du public primo-arrivant<br>- Des freins liés à la mobilité<br>- Les conditions d'accès à l'offre périscolaire (coût et critères d'accès)<br><br>**Emploi et insertion :**<br>- Manque de permanences liées à l'emploi et l'insertion dans le quartier<br><br>**Cadre de vie :**<br>- Quartier trop minéral (pas assez d'espace verts)<br>- Un espace de jeux pas adapté à tous les enfants (de 0 à 3 ans)<br>- Des commerces de proximité trop chers<br>- Une nouvelle physionomie du quartier difficile à appréhender pour les habitants<br>- Difficultés grandissantes de stationnement<br><br>**Habitat :**<br>- Certains îlots sont vieillissants |

## *ENJEUX ET DECLINAISONS*

| | |
|---|---|
| ***Faire du quartier prioritaire : un lieu de vie agréable et de qualité, un lieu de socialisation, un lieu d'intégration, un lieu d'émancipation*** | - Poursuivre le suivi de la bonne mise en œuvre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB (diagnostics en marchant, comités de suivi...)<br>- Renforcer l'accès la pratique sportive (stage multisports, handisport...)<br>- Poursuivre la pratique musicale (Classe Orchestre)<br>- Développer l'accès à la culture via le dispositif Micro- folie<br>- Favoriser l'accès aux droits et lutter contre la fracture numérique |
| ***(Re)nouer la confiance entre les habitants et les institutions***<br><br>***Renforcer la présence du droit commun dans les quartiers*** | - Poursuivre le soutien à la prévention spécialisée et le développement d'actions spécifiques (chantiers d'insertion par exemple), en partenariat avec le club de prévention et en lien avec les bailleurs I3F et ICF la Sablière |
| ***Favoriser l'épanouissement et le bien-être de l'enfant/élève***<br><br>***Donner aux parents les moyens d'amener leur(s) enfant(s) vers la réussite éducative et les conforter dans leur rôle parental*** | - Poursuivre la dynamique engagée dans le cadre du Programme de Réussite Éducative Intercommunal (PREI)<br>- Poursuivre l'accompagnement à la scolarité proposé par les services municipaux (centre social, service scolaire et service jeunesse)<br>- Poursuivre les actions de soutien à la parentalité, en lien avec les partenaires et la communauté éducative<br>- Participation à la réflexion sur la labellisation d'une cité éducative intercommunale (en fonction du cadrage de l'appel à manifestation d'intérêt) |
| ***Assurer des parcours de santé de la prévention jusqu'aux soins*** | - Pérenniser les actions d'éducation, de prévention et de promotion de la santé (forum,,,)<br>- Développer des actions de sensibilisation aux addictions et aux conduites à risques en direction de différents publics |
| ***Promouvoir la montée en compétences des publics des quartiers prioritaires***<br><br>***Faciliter le lien entre les habitants des quartiers et les acteurs du service public de l'emploi*** | - Maintenir et développer les actions du CIIJ Centre d'information et insertion jeunesse autour de l'emploi des 16/25 ans<br>- Développer les permanences Emploi (Mission Locale, Agglomération) à l'espace Jean-François Villemant.<br>- Maintenir les ateliers sociolinguistiques (ASL) mis en œuvre au Centre Socioculturel St Exupéry |

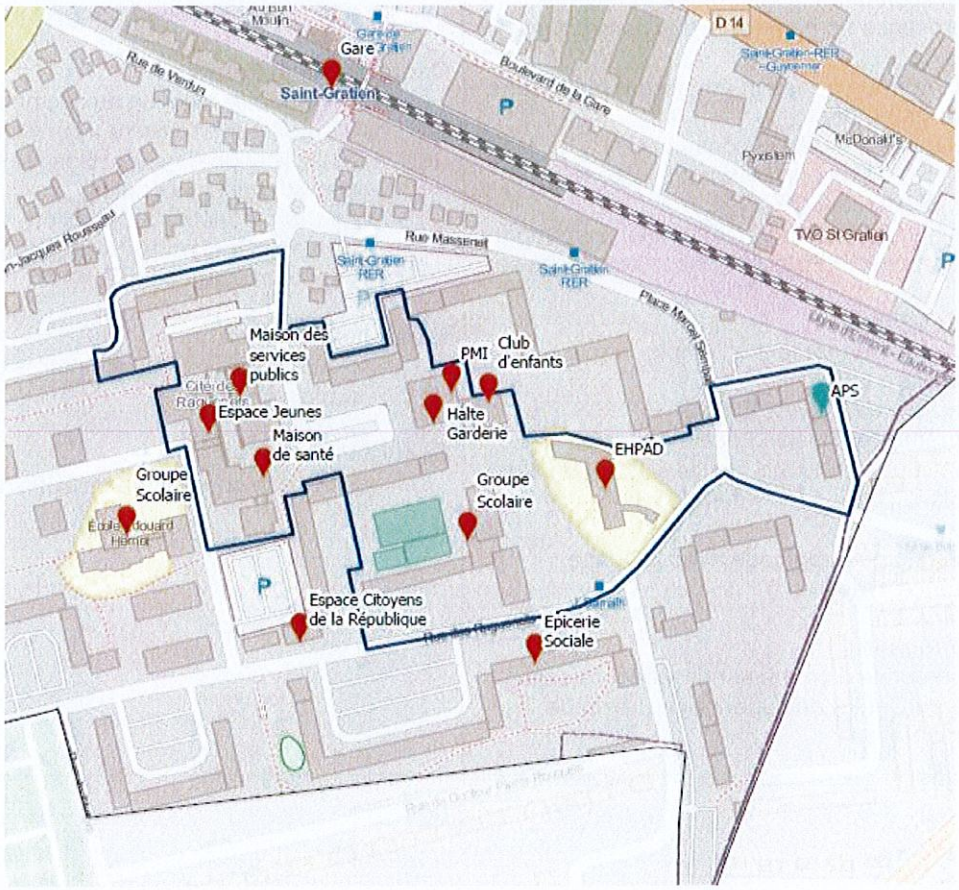
| COMMUNE DE SAINT GRATIEN | |
|---|---|
| **PORTRAIT DE QUARTIER** | **QUARTIER PRIORITAIRE LES RAGUENETS** |

**Situation géographique :**

Le quartier est situé au sud de la commune, au-delà des voies ferrées de la ligne C du RER et en limite d'Argenteuil et d'Épinay sur Seine.

Il est délimité par :

- ✓ La rue Massenet au Nord, à l'exception des adresses 6 au 32 rue Massenet,
- ✓ La rue Moque Souris à l'Est,
- ✓ La rue des Rague nets au Sud,
- ✓ Le boulevard Georgette Agutte à l'Ouest, à l'exception des adresses 9 au 17 boulevard G. Agutte,
- ✓ À l'intérieur de ce périmètre sont concernés le square Georgette Agutte, à l'exception du 2 square G. Agutte, et l'allée des Raguenets.




| | Les Raguenets | Commune de Saint Gratien |
|---|---|---|
| Population municipale au 1er janvier 2020 | **1 451** | **20 893** |
| Indice de jeunesse (- de 20 ans/60 ans ou +) | **1.5** | **1,2** |
| Familles monoparentales | **26.1%** | **17,5** |
| Taux de pauvreté | **35%** | **16,0** |
| Taux de bas revenus | **47%** | **23,1** |

***Données SIG (2024)***

| PROBLEMATIQUES | |
|---|---|
| **FORCES & RESSOURCES** | **FRAGILITES** |
| **Cohésion sociale**<br>Présence de nombreuses structures pluridisciplinaires garantissant une offre dans les secteurs :<br>- Éducatif,<br>- Jeunesse et prévention,<br>- Culturel,<br>- Intergénérationnel,<br>- Administratif et social,<br>- Juridique,<br>- Emploi, insertion.<br><br>**Cadre de vie et habitat**<br>- Un quartier qui a bénéficié d'une opération de rénovation urbaine importante et récente.<br>- La présence de nombreux équipements et aires de jeux.<br>- Un réseau de transport qui assure une bonne desserte du territoire.<br>- Existence d'instances consultatives (démocratie de proximité) étroitement associées à la GUP.<br>- Présence d'un centre commercial comprenant 15 locaux dont 10 sous gestion communale.<br><br>**Emploi et insertion**<br>Une offre d'accompagnement à l'emploi présente dans le quartier :<br>- Permanence Espace Emploi<br>- Permanence Mission Locale<br>- Chantier d'insertion « Textile & Création » mis en place par le CPCV depuis 2017<br>- ASL<br>- Proximité géographique avec l'agence « France Travail »<br><br>**Sécurité/tranquillité**<br>- La présence d'un réseau de vidéoprotection relié au Centre de supervision urbain de Plaine Vallée | **Cohésion sociale**<br>- Absence de dispositif de réussite éducative<br>- Des difficultés scolaires liées aux savoirs fondamentaux.<br>- Un taux important de familles monoparentales (25.6%)<br>- Certains habitants rencontrent des difficultés avec l'écrit et dans l'expression orale.<br><br>**Cadre de vie et habitat**<br>- Un territoire mitoyen aux communes d'Argenteuil et d'Épinay sur-Seine<br>- Multiplication des incivilités (destructions, dégradations, incendies)<br>- Des copropriétés à surveiller<br>- Des problématiques de stationnement et de dépôts sauvages<br><br>**Emploi et insertion**<br>- Peu d'adhésion aux structures d'insertion professionnelle<br><br>**Sécurité/tranquillité**<br>- Présence sporadique de trafic de stupéfiants |

## *ENJEUX ET DECLINAISONS*

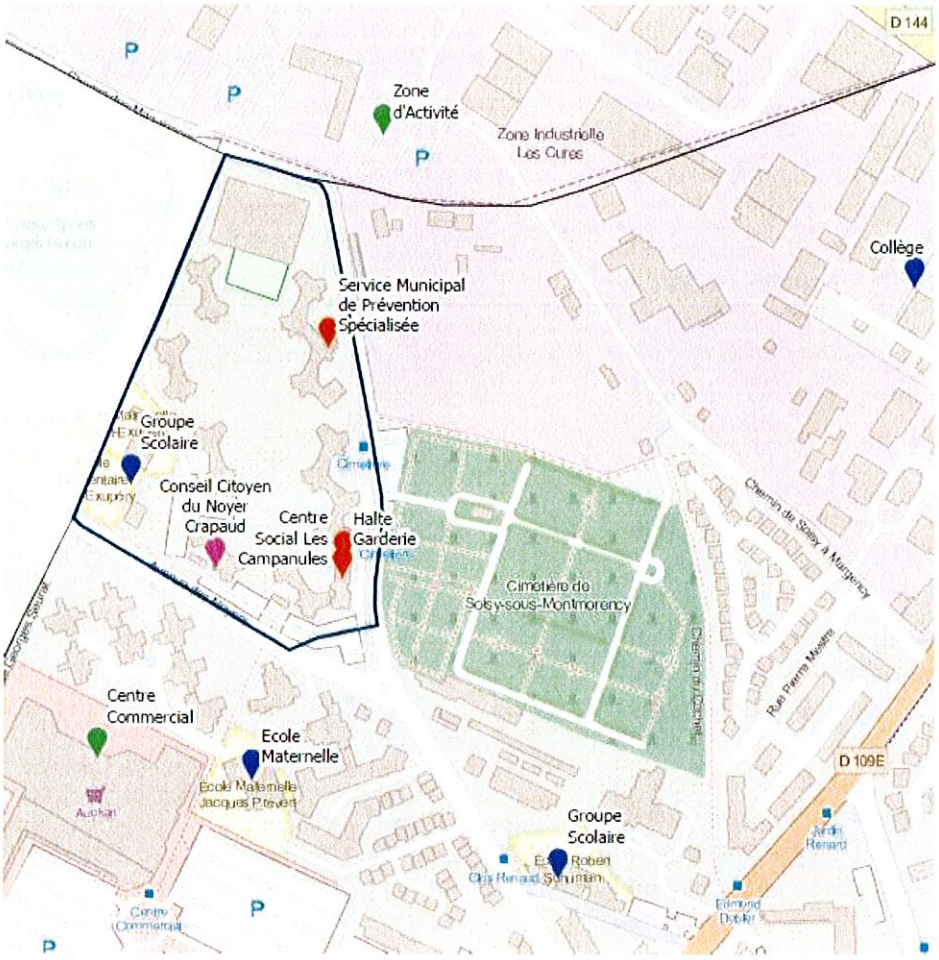
| | |
|---|---|
| ***Faire du quartier prioritaire : un lieu de vie agréable et de qualité, un lieu de socialisation, un lieu d'intégration, un lieu d'émancipation*** | - Poursuivre le suivi de la bonne mise en œuvre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB (diagnostics en marchant, comités de suivi…)<br>- Faciliter l'accès aux services en luttant contre la fracture numérique<br>- Poursuivre et développer les opérations au cœur du quartier permettant aux habitants de s'approprier l'espace public<br>- "Poursuivre les projets prioritaires que sont pour la ville : ***La citoyenneté, la Laïcité et les valeurs de la République, ***L'égalité femmes hommes"<br>- Conforter "l'espace citoyennes de la République" comme un lieu ressource |
| ***(Re)nouer la confiance entre les habitants et les institutions***<br><br>***Renforcer la présence du droit commun dans les quartiers*** | - Financement et suivi du club de prévention spécialisé<br>- Maintenir la permanence du CIDFF-France Victimes 95 au sein de la Maison des Services Publics (MSP)<br>- Lutter contre l'économie souterraine |
| ***Favoriser l'épanouissement et le bien-être de l'enfant/élève***<br><br>***Donner aux parents les moyens d'amener leur(s) enfant(s) vers la réussite éducative et les conforter dans leur rôle parental*** | - Consolider les actions d'accompagnement à la parentalité mises en œuvre (conférences thématiques)<br>- Développer l'offre d'accompagnement à la scolarité (CLAS)<br>- Travailler la coordination entre les acteurs de la communauté éducative pour améliorer l'accompagnement des familles<br>- Participation à la réflexion sur la labellisation d'une cité éducative intercommunale (en fonction du cadrage de l'appel à manifestation d'intérêt) |
| ***Assurer des parcours de santé de la prévention jusqu'aux soins*** | - Développer les actions "sport/santé" et handisport |
| ***Promouvoir la montée en compétences des publics des quartiers prioritaires***<br><br>***Faciliter le lien entre les habitants des quartiers et les acteurs du service public de l'emploi*** | - Soutenir l'économie sociale et solidaire (ressourcerie, boutique-école…)<br>- Maintenir les permanences Emploi (Mission Locale, CAPV) au sein de la Maison des Services Publics (MSP)<br>- Poursuivre l'apprentissage de la langue et donc favoriser l'insertion économique par les ateliers sociolinguistiques |

| COMMUNE DE SOISY-SOUS MONTMORENCY | |
|---|---|
| **PORTRAIT DE QUARTIER** | **QUARTIER PRIORITAIRE LE NOYER CRAPAUD** |

**Situation géographique**

Le quartier prioritaire « le Noyer Crapaud » est situé au Nord/Ouest de la commune et limitrophe avec des celles d'Eaubonne et d'Andilly. Le quartier est constitué d'un ensemble immobilier « la résidence du Noyer Crapaud » appartenant au bailleur Immobilière 3F.

Il est bordé au Nord par l'allée des Maquignons qui jouxte une zone de vergers situés sur la commune d'Andilly en prolongement d'une zone d'activité ; au Sud par l'emprise du centre commercial Auchan implanté sur la zone d'activité des Dures Terres ; à l'Est par la rue de l'Égalité qui longe successivement un dépôt de l'entreprise Fayolle, le cimetière puis à l'Ouest par le complexe sportif d'Eaubonne.




| | Le Noyer Crapaud | Commune de Soisy-sous-Montmorency |
|---|---|---|
| Population municipale au 1er janvier 2020 | **1 432** | **18 243** |
| Indice de jeunesse (- de 20 ans/60 ans ou +) | **1.6** | **1,1** |
| Familles monoparentales | **41,4%** | **19,4** |
| Taux de pauvreté | **29%** | **11,9** |
| Taux de bas revenus | **43%** | **17,7** |

*Données SIG (2024)*

| PROBLEMATIQUES |
|---|

| FORCES & RESSOURCES | FRAGILITES |
|---|---|
| **Cohésion sociale**<br>- Un centre social municipal les Campanules structurant au cœur du quartier<br>- Présence d'une halte-garderie<br>- Un quartier avec une forte identité (exprimée notamment par les jeunes)<br>- Présence de différents équipements publics et sportifs<br>- Un bon partenariat entre les acteurs du territoire (associations et institutions) à préserver<br>- Une instance de participation au sein du Centre social « un comité d'usagers » et un dispositif d'aide aux initiatives d'habitants (FPH)<br>- Depuis 2021, le quartier bénéficie de l'intervention du PREI<br>- Un service municipal de prévention spécialisée situé dans le quartier<br>**Cadre de vie et Habitat**<br>- Un quartier qui a fait l'objet de différentes opérations urbaines<br>- Une bonne desserte par les transports<br>- Un bon partenariat avec le bailleur I3F dans le cadre du dispositif ATFPB (lien régulier, diagnostic en marchant, projets communs…)<br>**Emploi et insertion**<br>- Installation d'une permanence de la Mission Locale (le vendredi matin) au centre social municipal les Campanules<br>- 2 zones commerciales situées à proximité d'un parc d'activité Les Cures,<br>- Un espace emploi communautaire (23K) situé rue Kellermann<br><br>**Sécurité et tranquillité publique**<br>- Présence d'un délégué à la cohésion police-population (DCPP)<br>- En termes de prévention, le quartier bénéficie de l'appui du référent sécurité/école, du référent scolaire, du référent habitat indigne, du référent bailleurs sociaux et du référent aide aux victimes de la circonscription.<br>- Le quartier est couvert par 3 caméras de vidéo protection sur le quartier (allée des Noyers et Rue de l'Égalité) reliées au Centre de Supervision Urbain de la CAPV | **Cohésion sociale**<br>- Des familles avec des difficultés économiques prégnantes<br>- Une modification des cellules familiales (divorce, séparation)<br>- Une présence importante de familles monoparentales<br>- Une demande forte des familles pour un soutien éducatif et scolaire et une implication à renforcer<br>- Un tissu associatif peu développé et fragile<br>- Une cohésion sociale à renforcer<br>- Une participation des habitants difficile à mettre en œuvre<br>- Des situations de mal être repérées notamment auprès du public jeune<br>- Un espace (local) pour que les jeunes puissent se retrouver.<br>**Cadre de vie et Habitat**<br>- Un quartier constitué en îlot avec un parc de logements qui date essentiellement des années 70<br>- Une cohabitation entre les îlots (plusieurs résidences de différents bailleurs et copropriétés) difficile, empreinte de méfiance<br>- Un phénomène de « l'entre soi » qui s'installe (quartier/ville). Les structures du centre-ville sont peu ou pas fréquentées par la population du quartier (à part la mairie pour des démarches administratives)<br>- Aucune association de locataires présente dans le quartier malgré plusieurs tentatives<br>- Un travail de proximité à renforcer avec les habitants notamment en termes de gestion et d'utilisation des espaces de vie<br>**Emploi et insertion**<br>- Une population avec un faible niveau de formation<br>- Nombre d'habitants occupent des emplois précaires<br>- La fréquentation des structures d'insertion (Espace Emploi CAVP, Mission Locale, France Travail) par les jeunes reste fragile<br>**Sécurité et tranquillité publique**<br>- Le recensement d'actes d'incivilités (jets de déchets, dégradations, squats des parties communes, …)<br>- Le recensement de situations de conflits de voisinage<br>- Trafic de stupéfiants<br>- Phénomènes de rixes, violence, règlement de compte par arme à feu |

## *ENJEUX ET DECLINAISONS*

| | |
|---|---|
| ***Faire du quartier prioritaire : un lieu de vie agréable et de qualité, un lieu de socialisation, un lieu d'intégration, un lieu d'émancipation*** | - Poursuivre le suivi de la bonne mise en œuvre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB (diagnostics en marchant, comités de suivi...)<br>- Promouvoir, avec l'appui du Conseil citoyen du Noyer Crapaud, la participation des habitants lors des diagnostics en marchant / des actions de sensibilisation / l'appropriation collective de certains espaces<br>- Développer les chantiers éducatifs avec les bailleurs sociaux<br>- Favoriser l'accès à la culture pour tous (micro-folie)<br>- Poursuivre la mise en place d'actions de proximité hors les murs (Nos quartiers d'été...), en partenariat avec le bailleur Immobilière 3F et l'association Conseil Citoyen du Noyer Crapaud<br>- Favoriser l'émergence de projets partenariaux de promotion de l'égalité femme-homme/fille-garçon et de lutte contre les stéréotypes |
| ***(Re)nouer la confiance entre les habitants et les institutions***<br><br>***Renforcer la présence du droit commun dans les quartiers*** | - Renforcer les dispositifs partenariaux de prévention existants (dispositif d'accueil et d'accompagnent éducatif des collégiens exclus, Conseil des droits et devoirs des familles - CDDF, rappel à l'ordre) et développer des actions opérationnelles (cellules de veille mineurs/jeunes majeurs), en lien avec le Service social départemental, le service municipal de prévention spécialisée, l'Éducation nationale, les centres sociaux et le CISPD de Plaine Vallée.<br>- Poursuivre les réunions Ville/bailleurs afin de renforcer l'échange d'informations sur la sécurité et la prévention entre les différents acteurs<br>- Développer les actions de sensibilisation aux conduites à risques et d'amélioration des relations police/population (notamment avec les jeunes), en partenariat avec les différents acteurs (bailleurs sociaux, centres sociaux, forces de l'ordre, habitants, conseil citoyen) |
| ***Favoriser l'épanouissement et le bien-être de l'enfant/élève***<br><br>***Donner aux parents les moyens d'amener leur(s) enfant(s) vers la réussite éducative et les conforter dans leur rôle parental*** | - Poursuivre la dynamique engagée dans le cadre du PREI<br>- Poursuivre l'offre d'accompagnement à la scolarité (CLAS)<br>- Maintenir le soutien aux actions favorisant l'implication des familles (Lieu accueil enfant parent LAEP, Réseau d'écoute d'appui et d'aide aux parents REAAP, ateliers parents/enfants, médiation familiale...)<br>- Participation à la réflexion sur la labellisation d'une cité éducative intercommunale (en fonction du cadrage de l'appel à manifestation d'intérêt) |
| ***Assurer des parcours de santé de la prévention jusqu'aux soins*** | - Favoriser la mise en œuvre d'actions de sensibilisation santé (addictions, conduites à risques...), en utilisant les outils disponibles (jeux Jules et Louise, faut qu'ça cesse...), en collaboration avec les partenaires concernés (CPAM, CAF, ARS...)<br>- Faciliter l'accès à l'information médicale et relayer les campagnes nationales de prévention (dépistage du cancer, hygiène bucco-dentaire...)<br>- Développer les actions "sport/santé" et handisports |
| ***Promouvoir la montée en compétences des publics des quartiers prioritaires***<br><br>***Faciliter le lien entre les habitants des quartiers et les acteurs du service public de l'emploi*** | - Maintenir la permanence de la Mission Locale au sein du centre social les Campanules<br>- Favoriser la mise en place d'ateliers sociolinguistiques (ASL) |

## IV- GOUVERNANCE DU CONTRAT

### 1) Les moyens pour le contrat de ville

**La priorité est donnée à la mobilisation des dispositifs de droit commun**, c'est à dire aux politiques sectorielles (santé, développement économique, éducation, urbanisme, etc.) qui s'appliquent sur l'ensemble d'un territoire sans distinction entre les quartiers. Ces politiques de droit commun relèvent des compétences de l'État, de tous les niveaux de collectivités locales (Région, Département, Intercommunalité, Communes) et des organismes partenaires.

**À l'échelle du Val d'Oise, les orientations nationales se déclinent en s'appuyant sur les grands acteurs locaux présents et mobilisés face à ces enjeux :**

| THEMATIQUE | OBJECTIF | ACTIONS ENCOURAGEES |
|---|---|---|
| Emploi / Insertion professionnelle | Développer les dispositifs d'accès à l'emploi en faveur des jeunes, des seniors et des chômeurs de longue durée. | *Les actions visant à la découverte d'un milieu professionnel ou de métiers, les actions à destination des publics étudiants et décrocheurs / les actions de soutien et de développement des structures d'insertion par l'activité économique / les actions de prévention et de lutte contre l'illettrisme / les actions portées par les clubs d'entreprises* |
| Prévention santé | Développer le volet santé dans les actions du Contrat de Ville | *Les actions relatives à la santé mentale et à la prévention des conduites à risque et des addictions / les ateliers santé – nutrition / les actions sport – santé / les actions concourant au développement des compétences psycho-sociales* |
| Culture | Favoriser l'accès de tous à la culture et à la pratique culturelle | *Les actions visant à lever les freins à la pratique artistique et à la fréquentation des lieux culturels / les actions en pied d'immeuble* |
| Accès aux droits / Numérique | Réduire la fracture numérique, former et lutter contre les mauvais usages | *Les actions visant à lutter contre la fracture numérique par l'aide et la formation à l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication* |
| Relation forces de sécurité / population et prévention des rixes | Conforter et / recréer des relations de confiance entre la population et les forces de sécurité | *Les actions venant en appui des dispositifs de police de sécurité du quotidien, de type « Raid Aventure Organisation », des centres de loisirs des jeunes* |
| | Favoriser le dialogue et les échanges entre jeunes de QPV différents | *Les actions inter – quartiers et inter-communales* |
| Soutien à la parentalité | Soutenir et valoriser les compétences des parents afin qu'ils assurent leurs droits et obligations | *Les actions de soutien à la fonction parentale notamment à destination des familles monoparentales / les actions visant à soutenir les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents* |
| Seniors | Développer les actions en faveur des seniors habitants dans les QPV | *Les actions intergénérationnelles / les actions à destination du public senior* |
| Cadre de vie et Transition Écologique | Identifier des projets de nature à accompagner et renforcer la transition écologique des quartiers prioritaires | *Économie circulaire (ressourcerie, recyclerie,...), mobilités inclusives et durables (ateliers de réparation de vélos, locaux à vélos, ...), actions de sensibilisation auprès des habitants (économie d'énergie, écocitoyenneté, ...* |

| THEMATIQUE | OBJECTIF | ACTIONS ENCOURAGEES |
|---|---|---|
| Egalite Femmes / Hommes | Promotion de l'égalité Femmes / Hommes | *(Les actions de lutte contre les stéréotypes sexistes / les actions en faveur des filles qui renforcent leur insertion professionnelle et leur accès aux pratiques sportives et culturelles* |
| Sports et loisirs | Dans l'esprit des vacances apprenantes, systématiser une dimension éducative, santé, insertion ou citoyenneté dans les actions de sports et de loisirs menées dans les QPV | *Les actions sport – santé / les actions sport – coaching vers l'emploi / les actions sportives et de loisirs visant à renforcer les apprentissages / les actions sportives et de loisirs intégrant un volet prévention des discriminations ou de lutte contre le sexisme* |
| Valeurs de la République / Citoyenneté | **Développer des actions de sensibilisation aux valeurs de la république et de la Laïcité (VRL) et de prévention de leur atteinte auprès des publics jeunes et adultes.** | *En complément des actions financées par le FIPDR, tout type d'action concourant à l'atteinte de l'objectif précité (théâtre / forum, débat, ciné-débat, …* |
| Accompagner l'apprentissage : (dans le cadre des Cités Éducatives) | Conforter le rôle de l'école / Promouvoir la continuité éducative / Ouvrir le champ des possibles | *Les actions de renforcement des apprentissages, les actions de lutte contre le décrochage scolaire, les actions de renforcement de la relation parents / École* |

**Des moyens humains : une équipe projet réunissant Plaine Vallée, les villes et l'Etat**

Dans chaque collectivité, le suivi du CDV est **assuré par 1 technicien référent, le-la «chef-fe de projet ou chargé-e de mission politique de la ville».**

Au niveau des services de l'État, le suivi administratif est assuré par la Mission Égalité des chances et citoyenneté « la MECC » et les délégué-e-s du Préfet (du territoire et thématiques), qui se déplacent aussi sur le terrain et travaillent étroitement avec les villes et l'agglomération.

Cette équipe projet peut être élargie en fonction des thématiques abordées : coordonnateur santé/santé-mentale, coordonnatrice PREI, référents CISPD.

Enfin, l''équipe du Pôle Ressources Ville et développement social est au service des acteurs du développement social et urbain des quartiers, en accompagnant leur qualification, en mettant à leur disposition des ressources (information, documentation, expérience...) et en favorisant leurs échanges. En tenant compte de l'évolution des politiques publiques - et des transformations qu'elles induisent - et des réalités territoriales (les besoins identifiés sur le terrain et les systèmes d'acteurs locaux), ils constituent des observateurs privilégiés des dynamiques territoriales urbaines.

## 2) Organisation des instances

Le contrat de ville, piloté par l'agglomération et l'État, en lien avec les communes, bénéficie de deux niveaux d'instances :

Le comité de pilotage (COPIL)

C'est l'organe stratégique et politique du contrat de ville ; il est co-présidé par Madame la Préfète déléguée pour l'Égalité des chances et Monsieur le Président de Plaine Vallée.

Il est composé des signataires :

- Les Maires des 4 communes concernées,
- Le Procureur de la République, ou son représentant,
- La Présidente du Conseil régional d'Ile de France, ou son représentant,
- La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, ou son représentant,
- Le Président de la Mission locale, ou son représentant,
- La Direction académique des services de l'Éducation nationale,
- L'Agence Régionale de Santé,
- La Caisse des Dépôts et Consignations,
- La Caisse d'Allocations Familiales,
- Pôle Emploi,
- Les organismes HLM CDC Habitat, Immobilière 3F, Seqens et ICF La Sablière
- Les représentants des habitants (Conseils citoyens, groupes de quartier...)

Prérogatives :

- Il précise, réajuste, et valide les orientations prioritaires,
- Il valide les plans d'actions,
- Il dresse un bilan annuel de la programmation,
- Il contrôle le suivi des engagements de la mobilisation du droit commun et le suivi de l'évolution des quartiers et des fragilités à l'échelle du territoire.

→Fréquence : il se réunit au moins une fois par an.

Le comité technique (COTECH)

Il est composé des représentants des signataires du contrat de ville (techniciens). Les représentants d'instances d'habitants y participent (conseil citoyen, conseils de quartier...). Il est organisé avec les parties prenantes pour préparer le comité de pilotage et suivre les travaux d'avancement du contrat.

Prérogatives :

- Il définit un plan d'actions pour chaque orientation,
- Il suit de manière opérationnelle la programmation,
- Il participe à la création des indicateurs de suivi et d'évaluation.

→Fréquence : il se réunit au moins une fois par an et ses membres sont conviés aux groupes de travail thématiques qui se réunissent chaque année, en fonction des priorités établies.

Les groupes de travail thématiques :

Il s'agit de groupes de travail participatifs, qui ont vocation à créer des liens entre les acteurs et à animer dans la durée les travaux répondant aux orientations prioritaires. Ils coconstruisent les différentes feuilles de route.

→Fréquence : au moins 1 fois par an par thématique

Les réunions de coordination de l'équipe projet, pilotées par Plaine Vallée.

→Elles se tiennent au moins 1 fois par mois

Les signataires du contrat :

- La préfecture du Val d'Oise,
- Le procureur de la République,
- La Communauté d'agglomération Plaine Vallée,
- La ville de Deuil-la-Barre,
- La ville de Montmagny,
- La ville de Saint-Gratien,
- La ville de Soisy-sous-Montmorency,
- Le Conseil départemental du Val d'Oise,
- Le Conseil régional d'Île-de-France,
- La Direction académique des services de l'Éducation nationale du Val d'Oise
- Agence Régionale de Santé d'Ile de France,
- CPAM du Val d'Oise
- La Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise,
- France Travail
- La Caisse des dépôts et consignations,
- BPI France
- La Mission locale de la Vallée de Montmorency
- L'EPIDE
- Les organismes HLM : Immobilière 3F, Seqens, CDC Habitat, ICF la Sablière, 1001 Vies habitat, ERIGERE.

D'autres acteurs, notamment des entreprises, seront approchées au fil de l'eau et invitées à coopérer dans certaines thématiques.

## 3) La participation des habitants

Les principes et enjeux de la concertation en quartiers prioritaires

Pour garantir le bon fonctionnement de la participation citoyenne, plusieurs enjeux sont déterminants :

- **S'appuyer sur les instances existantes pour mettre en place la participation citoyenne :**
  - Mobiliser les collectifs d'habitants structurés dans les quartiers, les associations, les conseils de quartier, les amicales, les conseils citoyens pour faire remonter les besoins des habitants,
  - Associer les habitants au suivi de la programmation du Contrat de Ville,
  - Déployer, dans chaque quartier et en lien avec les démarches de GUSP, des temps de diagnostic en marchant avec les habitants.

- **Repenser les leviers et les outils de la concertation :**
  - Déployer de nouveaux modes de mobilisation des habitants : actions d'aller-vers (ex : porte à porte, distribution de flyers,... )
  - Mieux rendre compte des actions engagées : communiquer sur de nouveaux outils : vidéo / micro-trottoir

- **Permettre des temps d'échange entre les habitants et associations des différents quartiers à l'échelle intercommunale (soirées de présentation des projets ...)**

- **Déployer une ingénierie et une animation adaptée à la concertation : identification d'agents référents sur la participation, installation d'une instance dédiée...**

Etat des lieux des instances existantes

| Commune | Instance | Cadre d'intervention |
|---|---|---|
| Deuil-La Barre | Budget participatif | Associer la population au financement d'un projet d'intérêt général |
| | Conseil municipal jeune | Prendre en compte la parole des jeunes sur l'action de la commune. |
| Saint Gratien | 5 groupes de quartier dont un dédié au quartier des Raguenets | Associés aux opérations de gestion urbaine de proximité (diagnostic en marchant) |
| | 5 assemblées consultatives de quartier dont une dédiée au quartier des Raguenets | Réunion annuelle<br>Associer aux projets municipaux |
| | 1 Conseil municipal des enfants | Réunions régulières<br>Éveil à la conscience citoyenne |

| Commune | Instance | Cadre d'intervention |
|---|---|---|
| Montmagny | Un Conseil municipal de Jeunes | Réflexion autour de propositions d'actions concrètes sur différents sujets : environnement, loisirs-culture-sports, sécurité et prévention. |
| | Le conseil citoyen de Montmagny (Statut associatif) | Basé principalement sur le quartier des Lévriers<br>Participation aux réunions du centre socioculturel Antoine de Saint-Exupéry<br>Participation au diagnostic en marchant<br>Organisation d'évènements festifs sur le quartier des Lévriers |
| | « Comi'thé » des familles au centre socioculturel Antoine de Saint-Exupéry (quartier des Lévriers) | Consultation des habitants pour la mise en place de projets, d'évènements ou d'activités<br>Instance visant à inciter les habitants à l'animation des différents quartiers de la ville |
| Soisy-sous-Montmorency | Le conseil citoyen du Noyer Crapaud (statut associatif) | Associer à l'animation de la convention ATFPB et aux opérations de gestion urbaine de proximité (diagnostic en marchant, projets locaux...) |
| | Conseil municipal de Jeunes | Associer les jeunes à la vie locale |
| | Un Comité d'usagers au sein du centre social municipal les Campanules | Associer les habitants à la réflexion et à l'animation de différents projets |

**Les enseignements tirés de la consultation citoyenne du 24 octobre 2024**




Ce nuage de mots met en évidence l'effort de « rénovation » constant, sur l'habitat et sur les équipements (espaces jeux) consacrés aux quartiers prioritaires et appréciés par les habitants.

Le terme « *Équipements* » qui est beaucoup revenu, vient souligner l'importance qu'attachent les habitants à la présence dans leur quartier ou à proximité de structures d'animation sociale, d'écoles, de gymnases, de city stades, d'aires de jeux....

Les « *commerces* » sont également une composante essentielle en termes d'atouts pour les quartiers ; ces derniers offrant aux habitants le sentiment de résider dans un lieu de vie.

Avec les mots « *espaces verts* » et « *fleurissement* », c'est bel et bien la thématique du cadre de vie qui est mise en avant.
Les habitants ont également évoqué la plus-value du dispositif « PREI » notamment sur le territoire de Montmagny.

L'offre de « *soins* » est aussi remontée dans la même proportion que la « *solidarité* », très présente dans ces quartiers.

La « *mobilité* » est également une question importante pour les habitants, qui apprécient la bonne desserte des quartiers par les transports en commun.

Pour autant, certains habitants ont mis en évidence la disparité entre les quartiers évoquant des difficultés relativement aux horaires, aux fréquences, aux retards...




**À contrario, les habitants ont mis en évidence des faiblesses en termes de :**

« *Paupérisation* », regroupant les difficultés liées au pouvoir d'achat, apparait comme en premier lieu.

Cela explique la présence de l'item « *commerces* », qui traduit la difficulté des familles à consommer dans certains commerces de leur quartier *(inadéquation entre l'offre et les moyens)*

Le terme « *respect* » illustre le sentiment d'indifférence que peuvent parfois ressentir les habitants ou encore le manque de « concertation » et de communication de la part des institutions et des opérateurs privés (bailleurs) envers eux (exemple : les services sont présents mais les habitants ne sont pas informés).

« *L'accès aux services* » apparait également comme une faiblesse, notamment pour souligner les freins en termes de fracture numérique, pas d'interlocuteurs, modes de garde d'enfant insuffisants...

L'item « *cadre de vie* » réapparait en faiblesse notamment pour souligner les mauvaises conditions de « stationnement » ainsi que les incivilités (dépôts, encombrants, tapages, ...).

La « sécurité » ressort aussi, notamment en ce qui concerne « *l'éclairage* », insuffisant et les attroupements.

**Au niveau de leur quotidien, les habitants souhaitent préserver dans leur quartier, les atouts suivants :**

## FOCUS PAR COMMUNE - Le capital à préserver

### Deuil-La Barre

- ✓ La régie de quartier
- ✓ L'offre de soins (maison de santé pluridisciplinaire)

### Montmagny

- ✓ Le côté village
- ✓ Un sentiment de « bien-vivre ensemble »
- ✓ Les équipements de proximité *(centre social)*
- ✓ Les activités proposées par les associations Art'm et Atout Jeux
- ✓ Le PREI *(accompagnement des enfants et des familles)*

### Saint Gratien

- ✓ La desserte des transports
- ✓ Les équipements culturels et sportifs
- ✓ La présence de commerces

### Soisy-sous-Montmorency

- ✓ L'existence d'un lien intergénérationnel *(jeunes/seniors)*
- ✓ La solidarité et l'entraide entre les habitants
- ✓ L'engagement de certaines mamans en faveur du quartier et ses habitants
- ✓ Le centre social municipal « les Campanules » perçu très positivement
- ✓ Des aires de jeux adaptées aux besoins des différents publics
- ✓ La proximité de la gare SNCF *(QVA des Noëls)*

## 4) Évaluation du contrat de ville

L'évaluation du contrat de ville répond à trois objectifs principaux. Elle a vocation d'une part, à mesurer l'évolution du diagnostic territorial depuis la signature du contrat de ville. Elle vise également à rendre compte de la mise en œuvre et des résultats du programme d'actions mentionnées dans le contrat de ville. Enfin, l'évaluation sera l'occasion d'interroger la plus-value du contrat de ville en matière d'ingénierie, de gouvernance et de mobilisation des politiques publiques de droit commun.

En vertu de la loi de 2014, l'évaluation des contrats de ville doit être réalisée en deux temps. La première étape s'effectue ainsi à mi-parcours du contrat, afin de notamment réajuster la stratégie déployée en interrogeant les orientations du contrat de ville et en actualisant la programmation des actions. La deuxième étape intervient en fin de contrat avec l'idée d'apprécier les résultats eu égard de la stratégie initiale.

Les modalités d'évaluation :

1. Construction d'un protocole de suivi et d'évaluation en lien avec les partenaires du contrat de ville ( utilité, moyens mobilisés, approche souhaitée)

2. Définition des critères d'évaluation (Cf fiche quartier) et d'un référentiel d'évaluation (annexe à construire d'ici le 31 décembre 2024)

3. Identification et mobilisation des ressources nécessaires pour la conduite de l'évaluation :
    a. Données INSEE
    b. Plateforme SIG
    c. Engagements des partenaires (EN, CD, bailleurs, etc.) en matière d'accès aux données (clause données)

4. Associer l'ensemble des partenaires du contrat de ville (acteurs institutionnels, associatifs, bailleurs sociaux, habitants, conseils citoyens ou autres instances participatives…)

5. Rédaction et mise en forme du document final

**Fait à Soisy-sous-Montmorency, le 3 octobre 2024**
**En ..... exemplaires**

Monsieur le Préfet du Val d'Oise
**M. Philippe COURT**

Le Président de la Communauté d'agglomération Plaine Vallée, Maire de Soisy-sous-Montmorency
**M. Luc STREHAIANO**

Le Maire de Saint-Gratien
**M. Julien BACHARD**

Le Maire de Montmagny
**M. Patrick FLOQUET**

Le Maire de Deuil-La Barre
**Mme Muriel SCOLAN**

La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise
**Mme Marie-Christine CAVECCHI**

Le procureur de la République
**M. Pierre SENNES**

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
**Mme Valérie PECRESSE**

Le Directeur académique des services de l'Éducation nationale du Val-d'Oise (DSDEN),
**M. Olivier WAMBECKE**

La Directrice de la délégation territoriale Délégation départementale de l'agence régionale Santé,
**Mme Laureen WELSCHBILLIG**

Le Directeur territorial France Travail,
**M. Antonio ALVES**

La Directrice générale de la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise
**Mme Christelle KISSANE**

La Directrice générale par intérim de la Caisse primaire d'assurance maladie du Val d'Oise
**Mme VAILLANT-TALLARON Annick**

Le Directeur territorial Val d'Oise/Seine Saint Denis Caisse des Dépôts et Consignations
**M. Ivan CHETAILLE**

Le Président de la Mission Locale de la Vallée de Montmorency
**M. Gérard BOURSE**

Le Directeur régional Ile-de-France Ouest BPI France,
**M. Nicolas MAURIN**

IMMOBILIERE 3F, la Directrice départementale,
**Mme Catherine MALINKA**

SEQENS, la Directrice départementale
**Mme Sandrine SANCHEZ**

CDC HABITAT SOCIAL, Direction Interrégionale d'Ile-de-France, le Directeur interrégional adjoint,
**M. Eric DUBERTRAND**

ICF LA SABLIERE HABITAT, le Directeur général,
**M. Emmanuel DUNAND**

1001 VIES HABITAT, le Directeur Territorial,
**M. Yassine BELAIDI**

ERIGERE, le Responsable de Territoire Nord Est,
**M. Jérôme PERSIDAT**

La Directrice de l'Établissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE),
**Mme Karine LEFEVRE**

# ANNEXE n°5

## LES FICHES PROJETS

*Ces fiches ont été travaillées sur la base des éléments issus de l'évaluation du contrat de ville 2015/2022 et ceux récoltés lors des ateliers participatifs*

## V- ANNEXES

| | | |
|---|---|---|
| **Annexe n°1** | La Restitution de l'évaluation du précédent contrat de ville 2015/2022 | **Lien de téléchargement** : https://cloud.agglo-plainevallee.fr/index.php/s/X7FHCKx9Js3855y |
| **Annexe n°2** | La Restitution de la consultation citoyenne du 24 octobre 2023 | **Lien de téléchargement :** https://cloud.agglo-plainevallee.fr/index.php/s/kCGxkbdw5YoSJNY |
| **Annexe n°3** | Les objectifs définis par le Comité interministériel de la ville du 27 octobre 2023 | **Lien de téléchargement :** https://cloud.agglo-plainevallee.fr/index.php/s/mnxorTpq8Eq5Np6 |
| **Annexe n°4** | Portrait des quartiers vulnérables dits « poches de pauvreté » | **A construire avant le 31 décembre 2024** |
| **Annexe n°5** | Les Fiches projets | **Page n° 40 à 50** |
| **Annexe n°6** | Les engagements des signataires du contrat de ville | **Page n° 51** |
| **Annexe n°7** | Référentiel d'évaluation | **À construire avant le 31 décembre 2024** |
| **Annexe n°8** | Le glossaire | **Page n° 69** |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | LA PARTICIPATION DES HABITANTS |
|---|---|
| **ENJEUX** | **S'ASSURER QUE LES ACTIONS MISES EN PLACE CORRESPONDENT AUX ATTENTES, AUX BESOINS DES HABITANTS** |
| **PUBLIC (S) CONCERNE (S)** | Habitants de tout âge des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté » |

**PLAN D'ACTIONS**

- Associer davantage les habitants aux décisions qui les concernent et favoriser la co-construction de projets
- renforcer la prise en compte de l'expertise d'usage des habitants
- Poursuivre l'accompagnement des « conseil citoyens » ou des collectifs d'habitants
- Encourager et soutenir le pouvoir d'agir des habitants en valorisant et en promouvant les initiatives et les réussites des habitants
- Soutenir la création de collectifs d'habitants et contribuer à renforcer le lien social

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Les comités d'usagers
- Amicale de locataires
- Espaces de dialogue
- Café des habitants
- Conseils de quartier, réunions de quartier, comités de quartier

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, Communes, habitants | État, Communes, bailleurs sociaux, |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Les budgets participatifs<br>▪ Dispositif de soutien des initiatives des bailleurs sociaux (Initiatives des habitants, Fonds d'initiatives locales)<br>▪ Mécénat privé<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise | ▪ Appel à projet « Contrat de ville »<br>▪ Fonds de participation des habitants (FPH)<br>▪ Postes d'adultes relais<br>▪ Abattement TFPB |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE |
|---|---|
| **ENJEUX** | ▪ **FACILITER LE LIEN ENTRE LES HABITANTS DES QUARTIERS ET LES ACTEURS DU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI**<br>▪ **PROMOUVOIR LA MONTÉE EN COMPÉTENCES DES PUBLICS DES QUARTIERS PRIORITAIRES** |
| **PUBLIC (S) CONCERNE (S)** | Adultes et jeunes des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Les professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Maintenir l'accompagnement par les différents acteurs (Mission locale, France Travail, Plaine Vallée) des demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires
- Améliorer l'employabilité des publics en levant les freins à l'emploi
- Renforcer le partenariat local pour favoriser l'interconnaissance des acteurs
- Travailler le rapprochement entre les dispositifs et les bénéficiaires potentiels
- Promouvoir des formes de communication et de recrutement innovantes pour mobiliser plus largement le public des quartiers prioritaires
- Encourager le développement de l'entrepreneuriat dans les quartiers

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Les petits déjeuners des partenaires,
- les actions « aller vers »,
- La synergie entre les acteurs de l'emploi et les acteurs locaux
- Actions de communication et de recrutement innovantes (stade vers l'emploi, recrutement par simulation et jeux vidéo, rencontres autour des métiers en tension…
- Chantiers éducatifs
- Chantiers d'insertion

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, les acteurs de l'Emploi, Agglomération, communes | État, acteurs du service public de l'emploi, bailleurs sociaux, les associations d'insertion (SIAE), les associations (prévention spécialisée), Mission Insertion 95, la Région IDF |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Les politiques publiques de l'Emploi<br>▪ Les clauses d'insertion<br>▪ La Banque publique d'investissement (BPI)<br>▪ La région Ile de France<br>▪ La DDETS<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise | ▪ Appel à projet « contrat de ville »<br>▪ Postes d'adultes relais<br>▪ Emploi francs<br>▪ Abattement TFPB (chantiers éducatifs et chantiers d'insertion) |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | SANTE |
|---|---|
| ENJEU | ASSURER DES PARCOURS DE SANTÉ DE LA PRÉVENTION JUSQU'AUX SOINS |
| PUBLIC (S) CONCERNE (S) | Parents, enfants, adolescents des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Lancer la préfiguration d'un contrat territorial de santé (CTS)
- Déployer les actions de prévention, d'information et de promotion de la santé mentale (notamment chez les jeunes)
- Développer les actions autour de la nutrition
- Mettre en place des temps d'information et de sensibilisation (voire de dépistage)
- Sensibilisation et formation des acteurs locaux au repérage (santé mentale, addictions…)
- Développer les actions de prévention et d'information aux addictions

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Les maisons médicales,
- Généralisation des dispositifs de prévention au sein des structures municipales (bucco-dentaire)
- Les forums « santé »,
- Les parcours sportifs, labellisation « sport santé »,
- Les actions de prévention (dépistage, octobre rose avec le « Mammobus », le plan canicule, atelier mémoire…),
- Les cabines de télémédecine,
- Les permanences CPAM,
- Les permanences ACEPE
- Binôme éducateur spécialisé et psychologue de rue
- Point d'accueil écoute jeunes
- Actions proposées par la Communauté territoriale des professionnels de santé (CTPS)
- Point santé 11/25 ans de la Mission Locale
- PREI (repérage et orientation)

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, Communes, Agglomération, Acteurs locaux | État, ARS, CD95, bailleurs sociaux, associations locales, hôpitaux, Communauté territoriale des professionnels de santé (CTPS) |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Agence régionale de santé<br>▪ Caisse primaire d'assurance maladie<br>▪ Droit commun des collectivités territoriales<br>▪ La Mission interministériel de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise<br>▪ La Région Ile de France | • Appel à projet « contrat de ville » |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | REUSSITE EDUCATIVE |
|---|---|
| **ENJEU** | **FAVORISER L'ÉPANOUISSEMENT ET LE BIEN-ÊTRE DE L'ENFANT/ÉLÈVE** |
| **PUBLIC (S) CONCERNE (S)** | Parents, enfants, adolescents des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Développer l'offre du CLAS
- Impliquer davantage les familles
- Poursuivre l'élargissement du PREI
- Lancer une réflexion sur la labellisation d'une cité éducative intercommunale (en fonction du cadrage de l'appel à manifestation d'intérêt)

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Une maison des adolescents
- Les ateliers CLAS notamment auprès du public lycéen
- Les ateliers « OEPRE » - ouvrir l'école aux parents pour la réussite éducative (alphabétisation, comprendre les codes de l'École, valeur de la République)
- Les ateliers de renforcement des compétences sociales et comportementales
- Les dispositifs d'accueil des collégiens exclus
- La synergie entre acteurs éducatifs (temps de rencontre, échange de pratique…)
- Le dispositif « DEMOS »

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, Agglomération, Communes, | État, Éducation nationale, PREI, CAF, acteurs associatifs, bailleurs sociaux (mise à disposition de locaux), Maison départementale des solidarités (SSD) |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Financements de la CAF<br>▪ Financement de l'Éducation nationale : colos apprenantes, éducation prioritaire, dispositif « poche »<br>▪ Droit commun des collectivités territoriales<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise | ▪ Appel à projet « Contrat de ville »<br>▪ Appel à projet CLAS<br>▪ Cités éducatives<br>▪ Le dispositif « Ville, Vie, Vacances »<br>▪ Appel à projet « quartier été » |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | PARENTALITE |
|---|---|
| **ENJEU** | **DONNER AUX PARENTS LES MOYENS D'AMENER LEUR(S) ENFANT(S) VERS LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET LES CONFORTER DANS LEUR RÔLE PARENTAL** |
| **PUBLIC (S) CONCERNE (S)** | Habitants de tout âge des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Les professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Renouveler les modes de communication à destination des familles et des acteurs locaux
- Développer des acteurs relais autour des problématiques liées à la parentalité
- Poursuivre l'accompagnement global des familles
- Développer les modes de garde publics ou privés
- Encourager l'implication des « pères »

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Le Programme de réussite éducative intercommunal (PREI)
- Une maison des adolescents
- Actions d'accompagnement des parents : REAPP, LAEP, « Bain de langue »,
- Le forum « petite enfance »
- Installation de professionnels de santé liés à l'enfance (orthophoniste, psychologue, pédopsychiatre…
- Les livrets d'accueil « nouvel habitant »
- Les ateliers d'apprentissage de la langue française
- Un Livret « parentalité et petite enfance » à destination des familles
- Les permanences de psychologues
- La formation sur les démarches administratives et la prise en charge des situations difficiles (violences intrafamiliales, MDPH, guidance parentale, laïcité…)

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, Agglomération, Communes | Éducation nationale, CAF, CD95, Services municipaux, associations (sportives, prévention spécialisée…), EDVO, ACEPE, ARS |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Convention territoriale globale de la CAF (ADS, espace de vie sociale, ACF…)<br>▪ Le Réseau d'écoute, d'accompagnement et d'appui aux parents (REAPP)<br>▪ Agence régionale de Santé<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise (PMI)<br>▪ Droit commun des collectivités territoriales | ▪ Appel à projet « contrat de ville »<br>▪ Le dispositif « Ville, Vie, Vacances »<br>▪ Appel à projet « quartier été » |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES INTRAFAMILIALES |
|---|---|
| **ENJEU** | **(RE)NOUER LA CONFIANCE ENTRE LES HABITANTS ET LES INSTITUTIONS ET RENFORCER LA PRÉSENCE DU DROIT COMMUN DANS LES QUARTIERS** |
| **PUBLIC (S) CONCERNE (S)** | Habitants de tout âge des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Les professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Renforcer l'accueil, l'écoute et l'accompagnement des victimes
- Promouvoir le dispositif d'intervention sociale en commissariat et en gendarmerie.
- Promouvoir les actions de lutte contre les stéréotypes et l'égalité fille/garçon
- Promouvoir les actions de sensibilisation, de formation des acteurs de première ligne sur la question des violences conjugales

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Actions auprès des jeunes autour des stéréotypes et égalité fille/garçon ; actions d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle des jeunes
- Les permanences d'aide aux victimes
- Réunions de coordination entre acteurs de terrain avec apport d'outils pour recréer du lien social
- Actions de sensibilisation et de formation des acteurs de terrain
- Campagnes de sensibilisation sur les violences (y compris au sein des établissements scolaires) et d'information sur les associations de prise en charge des victimes
- Actions de prise en charge des auteurs de violences conjugales ou violences intrafamiliales

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, Agglomération (CISPD), Communes, associations | Associations (CIDFF, Âme sœur, EDVO…) Conseil départemental, DDPN, Gendarmerie, services municipaux (CCAS, service social, centres sociaux…) , CAF, SPIP, |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)<br>▪ Le Pack Nouveau Départ (PND)<br>▪ Ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations<br>▪ Les postes d'accompagnement social des bailleurs sociaux<br>▪ Le groupe de travail « accès au droit et aide aux victimes, lutte contre les violences intrafamiliales » du CISPD<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise | ▪ Appel à projet « contrat de ville » |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | LA TRANQUILLITÉ RÉSIDENTIELLE |
|---|---|
| ENJEU | (RE)NOUER LA CONFIANCE ENTRE LES HABITANTS ET LES INSTITUTIONS ET RENFORCER LA PRÉSENCE DU DROIT COMMUN DANS LES QUARTIERS |
| PUBLIC (S) CONCERNE (S) | Habitants de tout âge des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Promouvoir les actions de lutte contre les incivilités environnementales
- Renforcer la tranquillité dans les espaces publics et la qualité de vie des habitants

1. Contribuer à l'amélioration du traitement de l'insécurité dans le logement social

- Promouvoir les dispositifs de « Gestion urbaine de proximité » dans les quartiers

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Médiation population/police
- Petit déjeuner avec les bailleurs sociaux
- Les diagnostics en marchant, les marches exploratoires
- Système de vidéoprotection
- Présence de différents acteurs institutionnels et associatifs
- Présence des équipes MOUS aux Groupes de partenariat opérationnels (GPO) pilotés par la Police nationale
- Équipe de médiateurs

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, Agglomération, communes, | État, Parquet, Bailleurs sociaux, Conseil citoyen et habitants, Association de prévention spécialisée, |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) pour la vidéoprojection<br>▪ Droit commun des collectivités territoriales<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise<br>▪ Plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR)<br>▪ Convention pour le renforcement de la sécurité et la tranquillité des résidents dans l'habitat social<br>▪ Le groupe de travail « sécurité, tranquillité publique et résidentielle » du CISPD | ▪ Appel à projet « contrat de ville<br>▪ Adultes relais<br>▪ Abattement TFPB |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE |
|---|---|
| ENJEU | (RE)NOUER LA CONFIANCE ENTRE LES HABITANTS ET LES INSTITUTIONS ET RENFORCER LA PRÉSENCE DU DROIT COMMUN DANS LES QUARTIERS |
| PUBLIC (S) CONCERNE (S) | Habitants de tout âge des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Maintenir l'intervention de la prévention spécialisée dans les territoires, en partenariat avec le Conseil départemental du Val d'Oise
- Aider au développement des actions de prévention primaire de la délinquance
- Former les acteurs relais sur la prévention des addictions et développer les actions de sensibilisation aux conduites à risques
- Améliorer les relations institutions/population
- Contribuer au développement des postes Travail d'intérêt général (TIG)
- Renforcer les synergie entre les opérateurs de prévention spécialisée et les collèges et avec les bailleurs
- Renforcer la mobilisation des familles/parents et le soutien à la parentalité
- Favoriser des rencontres entre les forces de sécurité du territoire et les acteurs de la jeunesse

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Chantiers éducatifs
- Opération PROX avec l'association Raid Aventure
- Développer les ateliers OEPRE à destination des parents (OEPRE - ouvrir l'école aux parents pour la réussite éducative (alphabétisation, comprendre les codes de l'École, valeur de la République)
- Conseil des Droits et Devoirs des Familles
- Dispositif « Rappel à l'ordre »
- Actions de promotion de la citoyenneté
- Les mallettes « 9/13 ans » et « 13/18 ans »
- Programme de réussite éducative intercommunal (PREI)
- Formation des agents de polices municipales (addictions, violences intrafamiliales…)

**PILOTE (S)**

État, Agglomération, communes, associations,

**PARTENAIRES /ACTEURS**

État, Parquet, Éducation Nationale, Bailleurs sociaux, Conseil citoyen et habitants, Association de prévention spécialisée, Association « Jeune et engagé », SPIP, DTPJJ

**POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES**

- Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)
- La Mission interministériel de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)
- Plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR)
- Le groupe de travail « prévention de la délinquance » du CISPD
- Le Conseil départemental du Val d'Oise

**DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES**

- Appel à projet contrat de ville
- Le dispositif Ville, Vie, Vacances
- Appel à projet « quartier été »

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | LE CADRE DE VIE ET L'ANIMATION SOCIALE, CULTURELLE ET SPORTIVE DES QUARTIERS |
|---|---|
| **ENJEU** | **FAIRE DU QUARTIER PRIORITAIRE : UN LIEU DE SOCIALISATION, UN LIEU D'INTÉGRATION, UN LIEU D'ÉMANCIPATION** |
| **PUBLIC (S) CONCERNE (S)** | Habitants de tout âge des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Les professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Promouvoir la démocratisation culturelle
- Systématiser le principe « d'aller vers »
- Promouvoir l'accès aux activités et structures sportives et de loisirs
- Faciliter l'accès aux services en luttant contre la fracture numérique
- Promouvoir l'égalité femme-homme et la prévention des discriminations

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Micro-folie fixe ou itinérante
- Les classes orchestres,
- Le réseau de lecture publique,
- Le parrainage
- Les compagnies artistiques en résidence
- Actions d'appropriation d'espaces communs
- Le PASS culture
- Le bus « France services » ou Maison « France services »
- Ludothèques mobiles
- Les espaces publics numériques (EPN)
- Actions d'accompagnement aux e-démarches
- Pratique sportive plus inclusive
- Épicerie sociale mobile pour les publics défavorisés
- Actions pour un usage raisonné du numérique
- Actions « hors murs »

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| État, Agglomération, communes, associations | Bailleurs sociaux, État, associations, habitants |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Appels à projet « micro-folie » et « été culturel »<br>▪ Droit commun des collectivités territoriales<br>▪ Direction régionale de l'action culturelle (DRAC)<br>▪ Mécénat privé<br>▪ Fonds de développement de la vie associative (FDVA)<br>▪ Appel à projet de la Caisse d'allocations Familiales<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise | ▪ Appel à projet « contrat de ville »<br>▪ Appel à projet « Culture et quartiers »<br>▪ Le dispositif Ville, Vie, Vacances<br>▪ Appel à projet « quartier été » |

| THEMATIQUE(S)INVESTIE(S) | LE CADRE DE VIE ET L'ANIMATION SOCIALE, CULTURELLE ET SPORTIVE DES QUARTIERS |
|---|---|
| **ENJEU** | **FAIRE DU QUARTIER PRIORITAIRE : UN LIEU DE VIE AGRÉABLE ET DE QUALITÉ** |
| **PUBLIC (S) CONCERNE (S)** | Habitants de tout âge des quartiers prioritaires et des « poches de pauvreté »<br>Les professionnels du territoire |

**PLAN D'ACTIONS**

- Poursuivre l'animation et la coordination de la bonne mise en œuvre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB, en lien avec les 3 villes signataires (Saint Gratien, Montmagny et Soisy-sous-Montmorency), l'État et les bailleurs sociaux
- Lutter contre l'habitat indigne et les copropriétés dégradées
- Favoriser la mise en place d'actions autour de la transition écologique
- Mieux prendre en compte les problématiques de déplacement et réfléchir à des solutions durables
- Sensibiliser à la gestion des déchets et des encombrants

**NATURE DES ACTIONS QUI POURRAIENT ETRE ENCOURAGEES**

- Les diagnostics en marchant, marches exploratoires,
- Les dispositifs « permis de louer », « permis de diviser »
- Végétalisation des quartiers, installation d'îlots de fraicheur,
- Actions autour des écogestes et du développement durable
- Usage de mobilités douces (marche, vélo…) et partagées (co-voiturage, transports en commun…)
- Une déchetterie mobile, ressourcerie, bricothèque
- Actions d'appropriation d'espaces communs
- Ateliers de réparation de vélos, locaux à vélos…
- Permanences d'information sur le logement et la rénovation énergétique

| PILOTE (S) | PARTENAIRES /ACTEURS |
|---|---|
| Agglomération, communes, bailleurs sociaux, État | Agglomération, communes, bailleurs sociaux, État, AORIF, syndicat Émeraude, associations, habitants |

| POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN MOBILISABLES | DISPOSITIFS ET MOYENS D'INTERVENTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE MOBILISABLES |
|---|---|
| ▪ Le Fonds Vert<br>▪ Politique de développement social et urbain des bailleurs sociaux<br>▪ La dotation de solidarité urbaine et le Fonds de solidarité de la Région Ile de France (FSRIF)<br>▪ Fonds européens<br>▪ La Région Ile de France<br>▪ Les budgets participatifs<br>▪ Dispositif de soutien des initiatives des bailleurs sociaux (IDH, FIL)<br>▪ Le Conseil départemental du Val d'Oise | ▪ Appel à projet « contrat de ville »<br>▪ Abattement TFPB<br>▪ Dotation « politique de la ville »<br>▪ Fonds de participation des habitants (FPH) |

# ANNEXE n°6

# LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES DU CONTRAT DE VILLE « ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »

## ENFANCE, JEUNESSE, SANTÉ ET FAMILLE :

➢ **Emploi et insertion professionnelle :**

- **Accès à l'emploi des jeunes :** Dispositif **Val d'Oise Tremplin avec pour objectif de favoriser l'autonomie sociale et professionnelle des jeunes dans une logique d'égalité des chances, notamment en levant leurs freins d'accès à l'emploi,**
- **Accompagnement des BRSA :** Actions du Programme départemental d'insertion vers l'emploi accessible aux BRSA des QPV (13 cahiers des charges) Travail collaboratif avec France Travail - Forums vers l'emploi et la formation - Accompagnement Global (Convention RSA avec les CCAS, la CAF)
- **Aide à la création d'entreprise :** Financement de structures spécifiques à la création d'entreprises
- **Découverte des métiers :** Forums Emploi avec France Travail et les partenaires locaux (dont groupements d'entreprises

➢ **Sport, santé :**

- **Développement de l'accès aux soins :** Développer les consultations de dépistage des IST (Infections Sexuellement Transmissibles) et renforcer le nombre de vaccinations, Développer l'interconnaissance en allant à la rencontre des CPTS (Communautés Professionnelles Territoriales de Santé), Augmenter l'attractivité des métiers de la PMI (Protection Maternelle et Infantile). Actions 2P3A portées par la CFPPA /CNAV sur les résidences sociales pour un montant de 126 555 € : actions de prévention santé pour les travailleurs migrants retraités
- **Santé mentale :** Psychologues intervenant auprès des familles ayant des enfants de moins de 6 ans, Dépistage des troubles neuro développementaux des enfants suivis en PMI, Renforcer les partenariats avec des acteurs locaux du champ de la santé mentale/orientations
- **Dépistages :** CeGIDD - Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (prévention / promotion de la santé/ santé sexuelle), Centres de santé sexuelle : dépistage des maladies sexuellement transmissibles. Actions de dépistage MUFIF centres de santé et résidences sociales pour un montant de 43 350 €.
- **Nutrition, alimentation :** Accompagnement par une diététicienne dans le cadre du suivi de grossesse et notamment en cas de diabète gestationnel Action collective de lutte contre la dénutrition des séniors pour un Montant de 65900 €
- **Prévention des addictions :** Projet de consultations tabacologie pour les usagers du CLAT (Centres de Lutte Antituberculeuse), Travail en cours autour du lien entre la PMI et les CSAPA (Centres de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie)
- **Petite enfance :** Renforcement du nombre de places d'accueil en Etablissement Accueillant des Jeunes Enfants (EAJE) et chez les assistants maternels, Renforcement du contrôle et de l'accompagnement des EAJE (Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant) et des assistants maternels, Bilans de santé en école maternelle, bilans orthophoniques et orthoptistes, Augmentation des consultations de puéricultrices
- **Périnatalité :** Centres de Protection Maternelle Infantile (PMI) : suivis des grossesses, Réalisation d'entretiens prénataux précoces, Conseils diététiques, Soutien à la parentalité, Conseil en lactation, Visite à domicile de puéricultrices, Consultations médicales et de puéricultures pour les nourrissons, Dispositif TGV TISF (Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale) en faveur des femmes enceintes vulnérables.

## PERSONNES AGÉES :

➢ **Sécurité et cadre de vie :**

- **Désenclavement et développement des mobilités :** Soutien au transport pour les séniors
- **Logements :** 5 projets d'habitat inclusif conventionnés au titre de l'Aide à la Vie Partagée

➢ **Éducation et culture et citoyenneté :**

➢ **Inclusion numérique :** 2 actions collectives d'insertion au numérique pour les séniors

➢ **Sport, santé :**

- **Développement de l'accès aux soins :** Actions 2P3A portées par la CFPPA /CNAV sur les résidences sociales, - actions de prévention santé pour les travailleurs migrants retraités
- **Dépistages** : Actions de dépistage MUFIF, centres de santé et résidences sociales,
- **Nutrition, alimentation :** 2 actions collective de lutte contre la dénutrition des séniors.

## PERSONNES HANDICAPÉES :

➢ **Sécurité et cadre de vie :**

- **Logements :** Promouvoir l'aide à la vie partagée et les modalités d'accès à des habitats inclusifs - Construire et formaliser une procédure partagée pour l'adaptation de son logement

➢ **Education et culture et citoyenneté :**

- **Accès à la culture :** Permettre la mise en place d'un projet culturel dans les établissements avec la participation des personnes handicapées, Elaborer une feuille de route « sport, culture et loisirs » spécifique autour de la sensibilisation du milieu ordinaire et de la mise en réseau des acteurs,
- **Soutien à la parentalité :** Soutenir la parentalité en contexte de handicap,
- **Accès aux droits :** Améliorer la lisibilité de l'offre sur les dispositifs à destination des personnes en situation de handicap, Développer la démarche "d'aller vers" auprès des personnes en situation de handicap et des aidants,

➢ **Emploi et insertion professionnelle :**

- **Accès à l'emploi des jeunes :** Développer les actions favorisant l'insertion professionnelle des jeunes adultes en situation de handicap.

➢ **Sport, santé :**

- **Développement de l'accès aux soins :** Favoriser l'accès aux soins pour les personnes en situation de handicap.

## SECURITE ET VALEURS REPUBLICAINES :

➢ **Sécurité et cadre de vie :**

- **Prévention de la délinquance et réduction des incivilités :**
  Participation aux diverses instances partenariales locales (conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance, cellules de veille, groupes de travail thématiques) afin d'élaborer des actions communes et coconstruites visant à prévenir la délinquance et les incivilités.
- Soutien au titre de la prévention de la récidive en faveur d'associations spécialisées et de communes proposant de l'accueil de personnes condamnées à des travaux d'intérêt généraux.
- Mise en place du centre départemental de supervision permettant le raccordement des flux vidéo des sites départementaux, des collèges ainsi que des villes et des intercommunalités qui le souhaitent afin d'assurer un meilleur maillage du territoire et une offre de services économique aux collectivités territoriales du territoire. En 2024, les 77 collèges restants seront équipés en vidéoprotection en 2024 ainsi que les 56 sites départementaux restants.
- Mise en place d'un plan départemental de lutte prévention et de lutte contre les dépôts sauvages avec différentes actions visant à :
  - Renforcer le partenariat avec les acteurs concernés, afin d'améliorer la coordination ;
  - Développer la mise à disposition d'outils opérationnels pour améliorer la connaissance et le traitement des dépôts sauvages ;
  - Soutenir des opérations de sensibilisation à la prévention et la gestion des dépôts de déchets ;
  - Développer l'offre de collecte des déchetteries publiques pour les professionnels.

  **Prévention spécialisée ;** Maintien des moyens alloués à la prévention spécialisée sur la période 2023-2026 à savoir : 32 postes éducatifs (hors postes d'éducateurs apprentis) et co-financement des actions de prévention spécialisée menées auprès des jeunes de 11 à 18 ans en priorité, dans une logique de repérage précoce du décrochage social et de la délinquance.

- **Propreté et embellissement :** Mise en place d'un plan départemental de lutte de prévention et de lutte contre les dépôts sauvages avec différentes actions.

➢ **Education et culture et citoyenneté :**

Dans le cadre de sa politique de prévention spécialisée, le Département soutiendra les actions des équipes de prévention spécialisée visant :
- La prévention et la lutte contre le décrochage scolaire (ateliers de prévention menés dans les collèges et hors les murs, participation aux instances de prévention du décrochage scolaire des établissements scolaires, les EPS des PRE, séjour de remobilisation scolaire...)
- La prévention des conduites à risque et notamment sur les réseaux sociaux (ateliers de sensibilisation sur l'usage du numérique, action de prévention des addictions, séjour de rupture, ....)
- La promotion sociale des jeunes des quartiers par le biais d'actions visant l'ouverture des jeunes sur le monde, la société et la citoyenneté (chantier éducatif à vocation solidaire, séjours culturels et sportifs, actions de découverte d'un autre environnement ...)
- la lutte contre les discriminations (actions de prévention des violences et visant l'égalité femme-homme)

- **Laïcité :** Mise en place d'une action éducative de théâtre-forum sur les valeurs de la République et la laïcité en lien avec les compagnies "comédiens associés" et "théâtre du chaos" en direction de l'ensemble des collèges publics du Val d'Oise,
- **Accès aux droits et aide aux victimes :** Impulsion d'une politique volontariste en matière d'aide aux victimes et d'accès au droit, en particulier en faveur des victimes de violences intrafamiliales via le

financement de dispositifs et associations spécialisés en la matière, Cofinancement de 6 postes d'intervenants sociaux en commissariat et de 3 postes d'intervenants sociaux en gendarmerie, parmi lesquels 4 postes financés par des communautés d'agglomération, dont le cofinancement du poste de travailleur social au commissariat d'Ermont,

- **Lutte contre les discriminations :**
  Mise en œuvre de la stratégie départementale égalité femmes-hommes 2020-2023 comportant 5 grandes orientations :
  - Agir pour une éducation à l'égalité filles-garçons ;
  - Prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes ;
  - Améliorer l'insertion sociale et professionnelle des femmes ;
  - S'engager pour la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle dans la politique RH du Département ;
  - Améliorer la visibilité et la lisibilité de l'engagement du Département en faveur de l'égalité femmes-hommes.
- Evaluation en 2024 de la stratégie égalité femmes-hommes arrivée à son terme en 2023 et adoption d'une nouvelle stratégie départementale pour la période 2025-2028.

SPORTS :

➢ **Education et culture et citoyenneté :**
- **Réussites éducatives et lutte contre le décrochage scolaire :** Intervention de sportifs de haut niveau dans les collèges,

➢ **Sport, santé :**
- **Développement des actions et équipements sportifs :** Soutien financier à l'investissement, soutien financier à l'organisation de manifestations sportives, aide à l'acquisition de matériel sportif pour le développement de la pratique.

TRANSITION ECOLOGIQUE :

➢ **Animation territoriale :**
- Prévention des pratiques illégales de gestion des déchets et soutien au déploiement de déchetteries publics accueillant les déchets des professionnels,
- Condition de déploiement des énergies renouvelables et de récupération,
- Soutien des initiatives locales de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement durable auprès du grand public mais surtout des élèves des établissements scolaire du second degré sur les thématiques de préservation des milieux, de gestion des déchets et des ressources, d'alimentation durable et d'aménagement du territoire.

➢ **Soutien aux projets de territoire :**
- Aide à l'investissement dans le cadre de Val d'Oise territoire sur les projets de gestion des pratiques illégales de gestion des déchets, d'assainissement, d'eau potable, de préservation des milieux naturels, d'adaptation au changement climatique et de maitrise de la consommation d'énergie.

VIE SOCIALE :

➢ **Emploi et insertion professionnelle :**
  Dans le cadre de sa politique de prévention spécialisée, le Département soutiendra les actions d'accroche et de remobilisation des publics de 16-25 ans décrocheurs ou en rupture avec les institutions vers un parcours d'insertion
  **- Accompagnement des BRSA :** Actions du Programme départemental d'insertion vers l'emploi accessible aux BRSA des QPV (13 cahiers des charges) - Travail collaboratif avec France Travail - Forums vers l'emploi et la formation - Accompagnement Global : Convention RSA avec les CCAS, la CAF.
- **Aide à la création d'entreprises :** Financement de structures spécifiques à la création d'entreprises,
- **Découverte des métiers :** Forums Emploi avec France Travail et les partenaires locaux dont les groupements d'entreprises. Actions éducatives (« job-dating « dans les collèges).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

➢ **Fonds Val d'Oise Territoires - Aides à l'investissement des collectivités sur 10 thématiques.**

## Contrats de ville « engagements quartiers » 2030

**Les quartiers politiques de la ville (QPV) font l'objet d'une attention particulière dans la politique de réductions des inégalités sociales et territoriales de santé de l'ARS Ile-de-France, notamment dans le Projet Régional de Santé 3 (PRS3), document stratégique qui définit la politique régionale de santé pour la période 2023-2028. Les sujets relatifs à la santé étant nombreux dans les QPV, le Préfet du Val d'Oise et l'ARS ont priorisé quelques enjeux majeurs, qui apparaissent les plus prégnants au regard des conclusions des travaux d'évaluation des contrats de ville : la santé mentale, la prévention des principales maladies (notamment par la nutrition) et la périnatalité.**

Les leviers d'action pour intégrer la santé dans les nouveaux contrats de ville passent par l'articulation entre les contrats de ville et les autres dispositifs tels les Contrats Locaux de Santé (CLS) et les Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM). Le CLS est un outil de contractualisation visant à produire un projet de santé territorial, signé par l'ARS, la collectivité et d'autres institutions dont les préfectures, qui sont signataires de tous les CLS en Île-de-France. Il fixe un ensemble d'actions et de priorités, qui déclinent le projet régional de santé (PRS) au sein des communes ou intercommunalités. Leur prise en compte réciproque est primordiale pour la bonne déclinaison des projets. **Le Val d'Oise couvre 5 CLSM intercommunaux et 12 CLS actifs (dont 2 intercommunaux).**

De manière opérationnelle, l'ARS s'engage par :

**Le renforcement de l'accès à la prévention des habitants des QPV :**

**<u>En matière de santé mentale</u>** :

- Via les CLSM, proposer des actions de formation (Premiers secours en santé mentale) à la détection des situations de souffrances psychiques et mal-être destinée aux acteurs en contact des personnes fragiles (personnes âgées isolées et jeunes de 12 à 25 ans en situation de mal-être) ;
- Poursuivre le soutien en ingénierie aux 5 CLSM du département ainsi que les nouveaux CLSM qui pourraient émerger selon les critères de priorité ;
- Prioriser les financements pour la mise en place de programmes de développement des compétences psychosociales (CPS), en priorité dans les Cités Éducatives et les établissements REP et REP+.

**<u>En matière de prévention des principales maladies :</u>**

- Prioriser le financement d'actions de prévention/promotion de la santé, notamment en lien avec la nutrition et le sport-santé, intervenant en QPV (Programmation en Prévention du Fonds d'Intervention Régional) ;
- Poursuivre le pilotage et le financement des coopératives d'acteurs sur la nutrition en QPV (démarche de santé publique qui promeut la démocratie participative et la coordination des acteurs)
- Prioriser le financement des actions de prévention sport-santé en QPV dans le cadre de l'AMI JOP 2024 ;
- Prioriser le financement d'interventions et actions de lutte contre les addictions en QPV par le Fonds de lutte contre les addictions ;
- Soutenir des initiatives visant à intervenir sur le lien entre certains déterminants sociaux et l'état de santé de la population dans le cadre de l'AMI réduction des inégalités sociales de santé.

**<u>En matière de périnatalité :</u>**

- Développer des actions d'éducation à la santé pour la promotion de comportements favorables des jeunes parents ;
- Mettre en place des temps d'information et de formation des professionnels autour du parcours de grossesse pour faciliter l'orientation ;
- Soutenir le développement de la coopérative d'acteurs sur la périnatalité en agissant sur la formation des acteurs et le parcours santé des femmes enceintes en situation de vulnérabilité.

Autres engagements spécifiques de l'ARS :

**Le renforcement de l'accès aux soins des habitants des QPV :**

- Soutenir le développement de nouvelles structures de soins de premiers recours ;
- Soutenir le déploiement des CPTS pour faciliter le recours à tous les dispositifs de santé pour les habitants des QPV ;
- Mobiliser les partenaires de l'ARS pour attirer des professionnels de santé absents du territoire ;
- Soutenir l'installation de professionnels de santé : dispositifs d'aide à la formation, à l'installation, au fonctionnement et à l'investissement pour les médecins généralistes et professions concernées par les zonages d'aide à l'installation, dispositifs visant à favoriser les recrutements dans les établissements de santé et médico-sociaux et les dispositifs d'accompagnement de l'entrée en formation et d'amélioration de l'attractivité des formations sanitaires.

**Le déploiement des démarches locales de santé :**

- Poursuivre le soutien en ingénierie aux 12 CLS du territoire ainsi que les nouveaux CLS qui pourraient émerger selon les critères de priorité ;
- Soutenir les coordinations locales en santé (CLS, CLSM, ASV) par Promotion Santé IDF dans le cadre du réseau d'appui régional. L'ARS co-finance également le Pôle Ressources Ville et développement à cette fin.

**En matière d'urbanisme favorable à la santé (UFS) :**

- Soutenir la prise en compte de la santé dans les démarches d'aménagement via le centre de ressources Ekopolis qui peut appuyer les aménageurs et collectivités. L'ARS-IDF contribue en expertise au projet Quartier Résilient mené avec l'ANRU et la commune de Garges-lès-Gonesse.
- Assurer une veille et un accompagnement le cas échéant des collectivités dans les projets de jardins familiaux ou de reconquêtes de plaines et d'anciennes friches potentiellement polluées.

**En matière d'habitat et d'environnement intérieur :**

- Poursuivre le renforcement des outils de repérage et de signalements des situations, en lien avec l'ensemble des partenaires.
- Dans un contexte d'évolution majeure du cadre réglementaire national et local en matière de LHI, accompagner les collectivités (services techniques et élus), les intervenants à domicile (assistants sociaux, police, pompiers, ...) et les services de l'État (dont corps préfectoral) est un point majeur pour la prévention et l'amélioration de la santé et de l'environnement de la population.
- Poursuivre le déploiement des moyens coercitifs à l'encontre des propriétaires et bailleurs les plus indélicats (marchands de sommeil) tels que les astreintes administratives ou un partenariat opérationnel avec le Parquet.

**En matière d'accompagnement du handicap et de la perte d'autonomie :**

- Soutenir la programmation et le développement de l'offre médico-sociale dans le cadre d'appel à projets ou en gré à gré notamment dans le cadre du Plan Inclus'IF :
    - Déploiement de places en structures (MAS, FAM, IME) ;
    - Déploiement de projets dans le cadre de l'école inclusive.
- Soutenir de nouvelles places de services de soins infirmiers à domicile dans le Val d'Oise dans la mesure des besoins identifiés pour une utilisation rationalisée des deniers publics ;
- Soutenir la mission de centres de ressources territoriaux (CRT) qui consiste à maintenir à domicile des personnes âgées par un accompagnement renforcé, lorsque l'accompagnement classique déjà assuré par un service proposant de l'aide ou des soins à domicile n'est plus adapté.

## ENGAGEMENTS BPIFRANCE

*Sous réserve des crédits disponibles et de l'accord des comités d'engagement compétents.*

La Banque publique d'investissement (BPI), dénommée Bpifrance, a été créée par la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012.

**SOLUTIONS DE DROIT COMMUN :** Bpifrance accompagne les entreprises de toutes tailles, TPE, PME, Entreprises de Taille Intermédiaire, Grandes Entreprises, lorsque celles-ci représentent une dimension stratégique pour l'économie national, les territoires ou l'emploi. Bpifrance est particulièrement attachée à l'accompagnement et au financement d'entreprises portant un programme d'innovation, ou de développement à l'international. Bpifrance, banque du climat, a développé un plan visant à accélérer la transition écologique et environnementale des entreprises.

En matière de création d'entreprises et d'entrepreneuriat, Bpifrance a développé un site Bpifrance-création.fr qui vise à informer et orienter les porteurs de projets et les créateurs vers les réseaux d'accompagnement et de financement à la création d'entreprises, regroupés au sein d'un collectif Cap Crea, regroupant 26 réseaux, plus de 5 000 salariés, 55 000 bénévoles sur 3 000 implantations en France Métropolitaine et Outremer. Bpifrance a développé des outils financiers, Prêt d'Honneur Création Reprise et Prêt d'Honneur Solidaire et a mis en place des actions de mobilisation pour l'entrepreneuriat des femmes et la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat en lien avec les associations du collectif Cap Crea.

**PROGRAMMES SPECIFIQUES :** Bpifrance met en place des dispositifs dans le cadre du programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 aux côtés d'acteurs publics et privés de l'écosystème entrepreneurial (Fonds social européen, État, Régions, autres collectivités, fondations, banques, etc.). Bpifrance appuie son action sur des réseaux, notamment les Réseaux membres du collectifs Cap Créa.

Le programme Entrepreneuriat Quartiers 2030, d'un montant de 456 M€ se décompose en 3 axes :

- Détecter, informer et orienter visant à sensibiliser 500 000 personnes
- Accompagner et financer avec la création de 100 000 entreprises
- Accélérer 10 000 porteurs de projet

Le programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 se décline en 15 actions pour détecter, informer, orienter, accompagner, financer, accélérer et développer l'entrepreneuriat dans les quartiers.

### Détection, information et orientation

- ***Les Bus de l'Entrepreneuriat :*** des dispositifs itinérants qui offrent aux publics éloignés un espace de rencontre, d'information et d'orientation. Ils détectent les talents dans les QPV et les orientent vers les structures partenaires adaptées.
- ***Les CitésLab :*** des chefs de projet qui détectent, préparent et orientent les entrepreneurs en devenir et en activité. Ils sont présents et interviennent au plus près des quartiers. Ils assurent un flux qualifié à l'écosystème local de l'accompagnement.
- ***Les Carrefours de l'entrepreneuriat :*** le regroupement des forces vives de l'écosystème entrepreneurial. Ce collectif mutualise et coordonne leurs moyens et leurs expertises. Il regroupe dans un même lieu les acteurs de l'accompagnement à la création.

### Financement

- ***Un nouveau Prêt d'honneur Quartiers :*** un prêt à taux zéro déployé notamment par les Réseaux financeurs du collectif Cap Créa. Il répond massivement aux besoins de fonds propres des créateurs.

- ***Des actions renforcées en soutien aux projets innovants*** : grâce au programme French Tech Tremplin avec une Bourse French Tech. Il favorise l'émergence de start-up ambitieuses issues ou implantées dans les QPV.
- ***Une équipe Fast Track to Cash*** : qui facilite l'accès au financement des projets les plus ambitieux et leur orientation vers les solutions spécifiques ou de droit commun. Elle accompagne les entrepreneurs des QPV dans leur recherche de financement.

**Accélération**

- ***Les accélérateurs :*** Emergence, Création et TPE, trois familles d'accélérateurs déployées en lien avec les partenaires. Ils offrent un accompagnement intensif d'une promotion d'entreprise, comprenant conseil, formation et networking.

**Le programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 permet de développer une véritable boite à outils, adaptable aux besoins des entrepreneurs des QPV et déclinable aux spécificités locales, afin de mieux « détecter, orienter, accompagner, financer et accélérer » les projets de création d'entreprises.**

# La Caisse d'Allocations Familiales 95 pour les nouveaux contrats de ville 2024 - 2030

## Les engagements généraux de la CAF

La CAF garantit son engagement et sa participation active aux contrats de villes et ce en cohérence avec les axes de travail du Schéma départemental des services aux familles - SDSF - et les actions inscrites dans les Conventions territoriales Globales – CTG - des collectivités territoriales.

La CAF conduira dans le cadre des nouveaux contrats de Ville quartiers 2030 aux côtés de l'État, des collectivités et de l'ensemble des partenaires une volonté de rééquilibrage territorial, d'accès aux droits et aux services, de soutien aux familles, et de renforcement des liens de proximité au travers d'un accompagnement aux projets et de différents bonus financiers afin de soutenir les actions entreprises au sein des quartiers prioritaires des Villes. La géographie de ces quartiers sera prise en compte dans la priorisation des projets par la CAF.

La CAF joue, d'une part, un rôle actif de rééquilibrage dans les quartiers les plus précaires, à travers les prestations qu'elle verse, les services d'accès aux droits qu'elle organise (accueils de proximité, accompagnement de travail social à partir de fragilités familiales comme la séparation, la monoparentalité, le décès, les violences conjugales notamment), et d'autre part, mobilise un soutien aux équipements sociaux d'un point de vue ingénierie d'aide aux projets et financements des partenaires.

## Les engagements spécifiques de la CAF

La CAF fera des quartiers prioritaires des Villes un enjeu de priorisation des projets. Les dispositifs de droits communs des CAF seront applicables et pour porter ce rééquilibrage territorial, la CAF pourra mettre en place des majorations financières.

La CAF sera particulièrement investie en matière de petite enfance (notamment crèches A vocation d'insertion professionnelle - Avip, soutien aux gardes éphémères ou solutions d'accueil temporaire), enfance et jeunesse, parentalité, cadre de vie, animation de la vie sociale, mais aussi accès aux droits, offre d'accompagnement social à partir des dispositifs de droit commun et à partir de plusieurs dispositifs spécifiques qui permettront une majoration des engagements financiers des CAF dans les quartiers politique de la Ville notamment pour :

- Les aides à l'investissement en matière de petite enfance,
- Les bonus territoires CTG (Convention territoriale globale) pour les EAJE PSU (établissements d'accueil du jeune enfant prestation de service unique),
- Le fonds public et territoire de soutien sur mesure de renfort pour le fonctionnement ou les investissements des services aux familles (petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale),
- Le développement de l'animation de la vie sociale dans les quartiers non encore couverts par un centre social ou un espace de vie sociale.

## Engagements de la Banque des Territoires sur les nouveaux contrats de ville

Pour cette nouvelle génération de Contrats de ville, Engagements Quartiers 2030, la Banque des Territoires accompagne les collectivités pour mettre en œuvre leurs projets de territoire dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville, et plus particulièrement autour de deux priorités stratégiques, la transformation écologique et la cohésion sociale et territoriale, en vue :

- D'accélérer le verdissement des quartiers : atténuation du changement climatique (rénovation thermique des bâtiments, et notamment les écoles, déploiement de réseaux de chaleur, décarbonation de la mobilité, etc.) et adaptation des quartiers au changement climatique (renforcement de la nature en ville, lutte contre les îlots de chaleur, aménagements urbains, etc) ;
- De favoriser l'investissement dans les projets renforçant le développement économique, l'attractivité des quartiers et les équipements nécessaires aux habitants ;
- De soutenir l'entrepreneuriat via le programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 » porté par Bpifrance

Pour ce faire, la Banque des Territoires déploie son offre globale, mais aussi des programmes ou interventions dédiées, prévus notamment dans le cadre de la Convention d'objectifs signée avec l'État relative aux quartiers prioritaires de la Politique de la ville.

Il s'agit notamment :

- De crédits d'ingénierie pour co-financer l'ingénierie de projets urbains dans le cadre du NPNRU et pour accompagner des projets de développement économique, de cohésion sociale ainsi que des interventions sur l'habitat privé dégradé ;
- De fonds propres pour investir dans des projets visant au développement de l'attractivité des quartiers et à la cohésion sociale ;
- De prêts de long terme pour financer les projets dans les quartiers, aux côtés des bailleurs sociaux mais aussi pour la réalisation d'équipements avec les collectivités et avec des porteurs de projet privés.

La Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts veillera également à ce que l'ensemble de ses dispositifs de droit commun bénéficient aux quartiers prioritaires de la Politique de la ville (foncières de redynamisation, investissements pour la mobilité durable, France Services ...).

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de son cadre d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

L'Assurance Maladie
VAL D'OISE

## Engagements de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) du Val d'Oise

Le renforcement du partenariat avec les acteurs locaux est indispensable pour mieux lutter contre les inégalités sociales et territoriales en santé.

Forte de cette conviction, la CPAM du Val-d'Oise s'engage auprès de ses publics en situation de vulnérabilité. Favoriser l'accès à la santé est au cœur des missions de l'Assurance Maladie :

- Accompagner les personnes les plus vulnérables dans leurs démarches et lutter contre le renoncement aux soins via la mission d'accompagnement en santé,
- Réduire les restes à charge avec le 100% santé pour les soins dentaires, d'optique et les aides auditives,
- Développer nos actions de prévention auprès de publics fragiles (éducation à la santé, vaccination, dépistages, etc.),
- Mettre en place des actions « aller vers » avec une approche populationnelle au regard des diagnostics territoriaux.

Ces actions s'appuient sur le financement d'actions locales dans le cadre d'appels à projets, ainsi que sur un soutien apporté aux acteurs de santé, notamment aux structures d'exercice coordonné : centres de santé, maisons de santé pluri professionnelles, communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS).

Agir ensemble, protéger chacun est plus que jamais notre ambition illustrant notre engagement et notre mobilisation auprès des val d'oisiens.

ACADÉMIE
DE VERSAILLES
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# Engagements de l'Éducation Nationale dans les futurs contrats de ville « Quartiers 2030 »

Une part conséquence des élèves du Val d'Oise résident et/ou sont scolarisés dans les 42 quartiers prioritaires de la ville du département (21 % des collégiens et X % des lycéens résident en QPV).

Le département compte par ailleurs 7 réseaux d'éducation prioritaire renforcée et 28 réseaux d'éducation prioritaire. Depuis 2019, 6 cités éducatives ont vu le jour afin de renforcer l'accès à l'éducation et à la culture dans les territoires relevant de la politique de la ville. Le ministère de l'Éducation nationale souhaite à terme généraliser la labellisation des cités éducatives et lance cette année un appel à manifestation d'intérêt pour impulser de nouvelles créations dans les communes disposant d'au moins un QPV.
La cité éducative est en effet ainsi un des leviers majeurs pour l'axe 4 des nouveaux contrats de ville consacrés à l'amélioration des services publics et son volet éducation.

De manière opérationnelle, la DSDEN s'engage à renforcer l'offre pédagogique et éducative dans les quartiers prioritaires de la ville :

**1. En participant au pilotage des cités éducatives existantes et à la construction des cités éducatives à venir**

- 6 cités labellisées : Cergy, Argenteuil, Goussainville, Sarcelles, Garges-lès-Gonesse et Sarcelles
- Nomination par l'IA-DASEN des chefs de file des futures cités éducatives issues de l'AMI lancé du 26 mars 2024 par le MENJ et le secrétariat d'État chargé de la citoyenneté et de la ville

**2. En développant les dispositifs et les projets suivants au bénéfice des élèves des écoles et établissements des cités éducatives**

- Les Cordées de la réussite avec pour cible 100 % des collèges REP + et 60 % des collèges REP ;
- L'école ouverte aux parents pour la réussite éducative (OEPRE)
- Tout projet centré sur les valeurs de la République, la citoyenneté et l'engagement, en lien avec les grandes orientations de l'éducation nationale (éco-citoyenneté, lutte contre le harcèlement, égalité filles-garçons, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, service civique, SNU...) ;
- Tout projet d'éducation artistique et culturelle afin de favoriser le 100% EAC dans les écoles et les établissements ;
- Tout projet articulé au parcours santé des élèves dans le cadre de la démarche École promotrice de santé (santé mentale, développement des compétences psycho-sociales, éducation à la vaccination, prévention des pratiques addictives, éducation à la sexualité...) ;
- Tout projet consolidant le parcours avenir de l'élève et l'insertion professionnelle.
- Tout projet fortement articulé avec l'apprentissage des savoirs fondamentaux dans l'objectif d'améliorer la performance scolaire des établissements du Val d'Oise.

**3. En contribuant à une meilleure articulation de la programmation des cités avec les projets déjà conduits par l'EN en partenariat avec l'ARS, le CD et la CAF notamment**

**4. En généralisant le dispositif 8h-18h dans les collèges de l'éducation prioritaire et en développant les dispositifs suivants de continuité pédagogique et éducative**

- L'aide aux devoirs avec devoirs faits et une priorité sur les mathématiques pour les élèves de 3e ;
- La lutte contre la pauvreté et l'éducation à l'hygiène alimentaire avec les petits déjeuners à l'école et au collège ;
- L'ouverture culturelle, et notamment le développement des activités théâtrales afin de développer les compétences oratoires des élèves ;
- Le dispositif deux heures de sport en plus au collège à destination des élèves les plus éloignés des activités physiques et sportives, notamment parmi les filles et les élèves en situation de handicap.
- Des projets en lien avec la santé dans le cadre de la démarche l'École promotrice de santé ;
- Des projets en lien avec la citoyenneté

5. **En poursuivant le déploiement les stages de réussite, le dispositif École ouverte et les vacances apprenantes dans les écoles et les établissements de l'EP et des QPV.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

France Travail

# Stratégie en direction des QPV portée par France Travail Val d'Oise

Dans le cadre de l'action en direction des demandeurs d'emploi qui résident en QPV, France Travail Val d'Oise poursuit sa mobilisation, et a pour ambition d'amplifier la mobilisation de son offre de service en faveur de ces derniers. Ce renforcement se fera autour de cinq axes :

- Assurer une présence de proximité au sein des QPV
- Assurer la sur-mobilisation de notre offre de service de droit commun pour les QPV
- Renforcer la mise en œuvre des dispositifs spécifiques au profit des résidents QPV
- Valoriser le partenariat France Travail ainsi que le rapprochement avec les acteurs locaux en faveur des résidents QPV
- Intensifier l'approche « d'aller vers »

En amont de l'exposé des orientations France Travail, nous vous présentons les éléments statistiques concernant les demandeurs d'emploi QPV.

## 1. Qui sont les demandeurs d'emploi QPV dans le Val d'Oise ?

Au 4ème trimestre 2023, 24,4% de la DEFM ABC résidait en QPV, soit 24 643 demandeurs d'emploi. Seuls15 963 ont été sans aucune activité sur le trimestre, soit une baisse de 2,1% sur un an (contre -1,3% toutes populations confondues).
Le motif d'inscription « retour d'inactivité est plus marqué que pour la population totale (16,4% contre 15% ainsi que le motif « première entrée sur le marché du travail » 7,4% des inscriptions contre 6,9% toutes populations ainsi que le motif « recherche d'un autre emploi (10,8% des inscriptions contre 9,8% toutes populations).

Leurs principales caractéristiques :

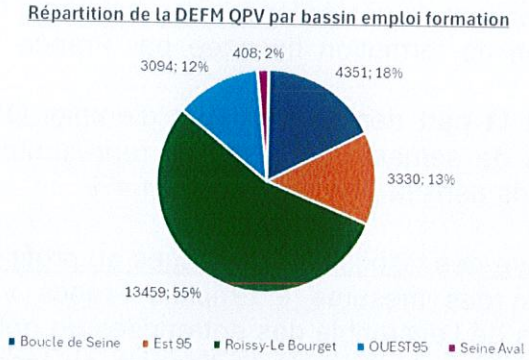
- ✓ 53% d'hommes contre 51% toute population
- ✓ 57% de 26/49 ans (contre 58,8% toutes populations)
- ✓ 16,2% de jeunes (contre 15,7% toute population) et 26,8% de 50 ans et plus (contre 25,5% toutes populations
- ✓ Une population surreprésentée parmi les jeunes et les seniors
- ✓ Une population plus marquée par le chômage de longue et très longue durée = 37,7% ont une durée d'inscription cumulée de 12 mois au cours des 15 derniers mois ou de 24 mois au cours des 27 derniers mois ; contre 33,3% toutes population ;
- ✓ Une population plutôt moins qualifiée que la population totale inscrite à France Travail : 78,4% ont un niveau bac et infra contre 66,9% toutes populations.
- ✓ 44,1% n'ont aucune indemnité chômage ou État contre 39,2%
- ✓ 23,5% ont des droits ouverts au RSA contre 18,2% toues populations
- ✓ Ils rechercheraient un emploi plutôt dans les métiers du commerce, de la construction, bâtiment, TP, l'hôtellerie-restauration, tourismes, les services à la personne et le support à l'entreprise.

En 2023, en faveur des résidents QPV qui représentent 24,4% dans le Val d'Oise (pour 19% en IDF), France Travail a :

- ✓ Réalisé 91 000 entretiens, soit 27% des entretiens réalisés
- ✓ Prescrits 24 900 prestations, soit 27% des prestations
- ✓ Fait 152 000 mises en contact sur des offres ou avec des entreprises (promotion de profil notamment)

Au final, 17 895 retours à l'emploi de plus d'un mois ont été réalisés en 2023 pour des personnes résidant en QPV, soit 24,3% des retours à l'emploi départementaux.

**Où résident-ils ?**




## 2. La mobilisation de France Travail s'amplifie

Au regard des directives et de la feuille de route France Travail, l'action de France Travail va s'accroitre en 2024 en faveur des demandeurs d'emploi résidant en QPV. L'objectif est de réaliser +25% d'actions en leur direction. Cela passera notamment par :

1) Assurer une présence de proximité au sein des QPV :

- Organiser des événements et une délivrance de services au sein des QPV ;
- Favoriser la mobilisation de prestataires de France Travail à proximité des QPV ;

Ainsi, dans chaque bassin, chaque mois aura lieu un événement au sein d'un QPV autour du recrutement et de la formation en lien avec nos partenaires en logique Réseau pour l'emploi.

2) Assurer la sur-mobilisation de notre offre de service de droit commun pour les QPV :

- Déployer les accompagnements personnalisés dès l'inscription des habitants de QPV suite au diagnostic ;
- Mettre en place un accompagnement intensif à la recherche d'emploi ou à l'élaboration d'un projet professionnel dès que nécessaire au sein de France Travail ou auprès de nos partenaires. Les dispositifs d'accompagnement renforcés tel que le Contrat Engagement Jeunes, l'Accompagnement Intensif jeunes, l'accompagnement vers les opportunités d'emploi (MET) l'accompagnement global ou le suivi spécifique Cap emploi seront particulièrement mobilisés au bénéfice des habitants des QPV ;
- Objectif = dans chaque accompagnement intensif la part des DE QPV doit croitre par rapport à 2023

Pour les CEJ, la part des jeunes QPV doit être de 45% à fin décembre. Les entrées sont dorénavant prioritairement ciblées sur des QPV
Mobiliser de façon renforcée pour les habitants des QPV notre offre de services « prestataires » pour travailler les savoirs êtres, la mobilité, le projet professionnel, faire le choix d'une formation, les freins à l'emploi ;

Nous allons accroitre de 25% les prescriptions de prestations d'ici fin décembre.

- ✓ Accélérer les recrutements en valorisant les profils issus des QPV au travers de la promotion de profils auprès des employeurs ;
- ✓ Atteindre les plus de 800 emplois francs à fin décembre.
- ✓ Augmenter la part des publics QPV dans les formations d'adaptation au poste de travail
- ✓ Accentuer la participation des demandeurs d'emploi QPV sur les actions portées par l'agence de Roissy
- ✓ Accroitre la part des demandeurs d'emploi QPV sur les recrutements par simulation (MRS)

- ✓ Favoriser le développement de compétences des habitants des QPV en priorisant leur présence lors d'action de formation financée par France Travail ou par le Conseil Régional.
- ✓ Maintenir et accroitre la part des demandeurs d'emploi QPV au-delà de leur poids dans la DEFM. A fin de semaine 15 2024, ils représentent 25,6% des entrées en formation pour un poids dans la DEFM ABC de 24,4%.

3) Renforcer la mise en œuvre des dispositifs spécifiques au profit des résidents QPV :

- Garantir la promotion des mesures « Emplois Francs » et autres mesures pour l'emploi (PEC) auprès de l'ensemble des entreprises de notre territoire et informer les habitants des QPV, nos partenaires institutionnels ou locaux du renouvellement de cette mesure ;
- Renforcer la création d'activités et d'emplois dans les QPV en favorisant la création d'entreprises ;
- Par exemple, dans le cadre de la convention signée avec la CMA en avril, nous avons acté que nous ferions à compter de septembre, un atelier par mois dans un QPV pour promouvoir la création d'entreprises et l'artisanat.
- Participer à la lutte contre les discriminations dans l'accès à l'embauche et le déficit de réseau professionnel ;
- Favoriser le développement de compétences numériques en coorganisant des ateliers numériques avec les partenaires ;
- Poursuivre la démarche Equip'Emploi pour les agences concernées (Sarcelles, Argenteuil, Garges-lès-Gonesse) ;
- Poursuivre et renforcer les partenariats, notamment au niveau local, visant spécifiquement les demandeurs d'emploi en QPV.
- Par exemple, l'orientation vers les PLIE sera privilégiée pour des demandeurs d'emploi QPV

4) Valoriser le partenariat France Travail ainsi que le rapprochement avec les acteurs locaux en faveur des résidents QPV :

- Créer un maillage avec les partenaires favorisant ainsi un contact régulier au plus près des territoires QPV ;
- Renforcer la mobilisation des partenaires structurants (E2C, EPIDE, SMV, SMA, APEC) au niveau local ;
- Mettre en place des partenariats locaux favorisant la présence de France Travail au sein des QPV dans d'autres structures en complémentarité de notre offre de service.
- Un lien avec les structures France Services sera recherché

5) Intensifier l'approche « d'aller vers » :

- Démultiplier les évènements et actions au sein des quartiers prioritaires (forums, évènements Du Stade Vers l'emploi, jobs-dating, etc.) ;
- Renforcer les relations partenariales avec les acteurs locaux de proximité pour « aller vers » les habitants des QPV à la recherche d'emploi mais pas nécessairement connus de France Travail (population dite « invisible ») ;
- Poursuivre notre implication au sein du réseau France Services et, dans la mesure du possible, contribuer au développement de France Services itinérants.

AORIF
L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT D'ILE-DE-FRANCE

# Engagements des bailleurs sociaux pour la nouvelle génération des contrats de ville

Les bailleurs sociaux sont pleinement impliqués dans la politique de la ville. D'une part, ils interviennent sur de nombreux axes des contrats de ville en complémentarité des actions menées par les partenaires. D'autre part, ils interviennent plus spécifiquement sur le volet du cadre de vie, (gestion urbaine de proximité, tranquillité résidentielle, lien social) à travers les conventions d'A-TFPB où ils mènent des actions spécifiques et de renforcement du droit commun. Ces conventions sont négociées avec l'État et les collectivités et les habitants et elles constituent le volet d'intervention privilégié des bailleurs sociaux pour améliorer le cadre de vie des habitants en QPV.

En tant que partenaires des contrats de villes, les bailleurs s'engagent à :

- Appuyer la construction de leurs plans d'action TFPB sur la base des diagnostics en marchant ainsi que leurs enquêtes de satisfaction et à construire leurs conventions TFPB de façon concertée et en articulation avec les contrats de ville des territoires concernés.
- Les bailleurs s'engagent à effectuer une évaluation régulière des actions et en faciliter le suivi pour les partenaires du contrat. Ce suivi devra permettre de réajuster les actions aux besoins du territoire si nécessaire.
- Participer à la construction et l'animation des démarches de Gestion Urbaine de Proximité.

***La sécurité et le cadre de vie***

➢ ***Renouvellement urbain***

Dans le cadre du renouvellement urbain, les bailleurs sociaux s'engagent à :

- Participer à la revalorisation des quartiers concernés par le Nouveau Programme National d'Aménagement Urbain (NPNRU) et penser l'articulation de ces programmes avec les contrats de ville.
- Dans le cadre des NPNRU, faire converger les moyens pour accélérer leur mise en œuvre, notamment en participant pleinement aux efforts de relogement des ménages et de reconstitution de l'offre démolie.
- Dans le cadre des NPNRU, inclure aux différentes phases de projet les volets sociaux, environnementaux et sécuritaires (prévention situationnelle).

➢ ***Transition environnementale***

Les bailleurs s'engagent à accompagner la transition écologique en :

- Poursuivant leurs efforts en matière de rénovation énergétique pour faire du parc social un parc de logement performant énergétiquement.
- Participant aux efforts pour rendre les habitants des QPV acteurs de la transition écologique à travers le déploiement d'actions de sensibilisation à la gestion des déchets (tri, recyclage, réemploi) et à la mobilité douce, de plans de sobriété énergétique pour favoriser la baisse des consommations, de projets de végétalisation, d'agriculture urbaine, de jardins partagés.

☐ ***Tranquillité et sécurité publique***

Les organismes Hlm s'engagent à participer au continuum de tranquillité-sécurité, dans la limite de leurs moyens et compétences selon les besoins des territoires (déterminés collectivement sur la base de diagnostics coconstruits et d'outils à la disposition des bailleurs, comme l'outil de recueil de sensibilité des sites ORSEN), à travers :

- La participation aux réflexions partenariales et aux différentes instances locales (CISPDR/CLSPDR, GPO, GLTD) et la poursuite et l'amélioration des partenariats avec les services de police et de justice, notamment dans le cadre de leur implication dans l'animation et le renouvellement des conventions partenariales de sécurité/tranquillité résidentielle.

- Le rappel au respect du règlement intérieur des résidences pour favoriser les appropriations positives et respectueuse des espaces collectifs.
- La mise en œuvre d'actions relatives à la tranquillité résidentielle (vidéoprotection, traitement des conflits et troubles de voisinage, sécurisation des accès, prévention, prévention situationnelle, actions plus ciblées, actions mutualisées, etc.)
- La prise en compte des enjeux de tranquillité résidentielle dans les différentes phases des conventions d'A-TFPB (diagnostic, élaboration des plans d'actions, bilans/évaluation) en prenant en compte les attentes des habitants.

➢ ***Cohésion sociale***

En matière de cohésion sociale, les bailleurs s'engagent à :

- Développer des actions créatrices de lien social et les actions favorisant le « vivre ensemble » dans les quartiers.
- Contribuer à la valorisation des initiatives des habitants dans le cadre des démarches de gestion urbaine de proximité.

***L'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes***

Afin de favoriser l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes, les bailleurs sociaux s'engagent à :

- Participer au développement de l'activité économique par différents moyens :
  - Favoriser l'installation d'activités en pied d'immeuble dans les locaux des organismes Hlm et encourager l'implantation de structures de l'ESS, d'associations, de commerces, d'entreprises, de centres de santé… etc.
  - Intégration de clauses d'insertion dans leurs marchés et encourager la mise en place de chantiers d'insertion, chantiers éducatifs, etc.
- Poursuivre les partenariats visant à favoriser le retour à l'emploi de leurs locataires habitants des QPV (job dating, chantiers d'insertion, partenariats avec des acteurs de la formation ou de l'insertion, formations pour devenir personnels de proximité etc.)

***L'éducation, la culture, le respect des valeurs de la République et de la laïcité***

Les bailleurs s'engagent à poursuivre leurs efforts en matière de promotion de la culture et du sport, afin de favoriser le vivre-ensemble et le lien social.

***La santé (dont la santé mentale, la nutrition)***

En ce qui concerne la santé, les organismes Hlm s'engagement à s'investir en participant au développement de dispositifs de repérage de personnes souffrant de troubles psychiques, psychologiques et psychiatriques et à s'inscrire dans les différents partenariats locaux existants (mise en réseau dans le cadre des conseils locaux de santé mentale, coordination avec les équipes mobiles, etc.).

Ils peuvent également participer à des actions de sensibilisation sur l'alimentation ou l'implantation de structure qui promeuvent une alimentation saine et en circuit court (type VRAC)

# ANNEXE n°8 - GLOSSAIRE

**ARS :** agence régionale de santé
**ASL :** atelier sociolinguistique
**CAF :** caisse d'allocations familiales
**COPIL :** comité de pilotage
**COTECH :** comité technique
**CDV :** contrat de ville
**CLAS :** contrat local d'accompagnement à la scolarité
**CTS :** contrat territorial de santé
**CLSM :** conseil local de santé mentale
**CTPS** : communauté territoriale des professionnels de santé
**DCPP :** délégué à la cohésion police-population
**MOUS :** maîtrise d'œuvre urbaine et sociale
**DDETS :** direction départementale de l'emploi, du travail, et des solidarités
**E2C :** école de la deuxième chance / Hub de la Réussite
**EN :** éducation nationale
**EPIDE :** établissement pour l'insertion dans l'emploi
**ESS :** économie sociale et solidaire
**FIPD :** fonds interministériel de prévention de la délinquance
**FONJEP :** les postes FONJEP sont des subventions versées par l'état par l'intermédiaire du fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire
**FPH :** fonds de participation des habitants
**GPO :** groupe de partenariat opérationnel
**GUP :** gestion urbaine de proximité
**IAE :** insertion par l'activité économique
**ISCG :** intervenant social en commissariat et gendarmerie
**PAQTE :** pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises
**PIC :** plan d'investissement dans les compétences (emploi)
**PREI :** programme de réussite éducative intercommunal
**QPV :** quartier politique de la ville
**REP :** réseau d'éducation prioritaire
**REP+ :** réseau d'éducation prioritaire renforcé
**SIAE :** structure d'insertion par l'activité économique
**TFPB :** taxe foncière sur les propriétés bâties
**TIG :** travaux d'intérêt général